



**PREFECTURE  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°75-2024-771

PUBLIÉ LE 13 DÉCEMBRE 2024

# Sommaire

## **Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France / Délégation**

### **Départementale de Paris**

75-2024-12-04-00028 - Arrêté n° 2024 - 394?? portant autorisation d'extension de 270 à 300 places du Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) COEUR DE VILLE sis 201 rue Lecourbe à Paris 15ème géré par l'association ASSAD XV?? (3 pages)

Page 4

### **Assistance Publique - Hôpitaux de Paris / Service concours statutaires**

75-2024-12-13-00003 - Arrêté d'ouverture des concours interne et externe sur titres pour l'accès au corps des?? blanchisseur principal de 2e classe de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (4 pages)

Page 8

### **Préfecture de la Région d'Ile de France, Préfecture de Paris / Bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique**

75-2024-12-13-00004 - Arrêté préfectoral portant autorisation?? d'appel à la générosité du public du fonds de dotation?? Aghatis (2 pages)

Page 13

### **Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris-Cabinet / Service de la coordination des affaires parisiennes-Bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique**

75-2024-12-13-00005 - Arrêté préfectoral n° 75-2024-12-13-00005 du 13 décembre constatant le transfert de biens sans maître dans le patrimoine de l'Etat (2 pages)

Page 16

75-2024-12-12-00021 - Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel public à la générosité du fonds de dotation FONDS D'ACTION POUR LA SECURITE ELECTRIQUE - FASE?? (2 pages)

Page 19

### **Préfecture de Police / Cabinet**

75-2024-12-13-00006 - arrêté n 2024-01823 du 13 décembre 2024 autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs à l'occasion d'une manifestation à Paris le samedi 14 décembre 2024 (5 pages)

Page 22

### **Préfecture de Police / Direction des usagers et des polices administratives**

75-2024-12-12-00009 - Arrêté DUPA n 2024-1649 du 12 décembre 2024 portant autorisation de l'emploi d'un traitement algorithmique sur des images issues d'un système de vidéoprotection à l'occasion du match de la 15ème journée de la Ligue 1 de football prévu le dimanche 15 décembre 2024???? (6 pages)

Page 28

75-2024-12-13-00008 - Arrêté DUPA n 2024-1650 du 13 décembre 2024 portant autorisation de l'emploi dans deux stations de la Régie autonome des transports parisiens d'un traitement algorithmique des images issues d'un système de vidéoprotection à l'occasion du concert de Felix Wazekwa, le dimanche 15 décembre 2024 à l'Adidas ARENA (5 pages)

Page 35

75-2024-12-04-00027 - Arrêté DUPA n°2024-1601 du 4 décembre 2024 portant communication des arrêtés de vidéoprotection à l'issue de la commission départementale de vidéoprotection du 04 octobre 2024 (51 pages)

Page 41

Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France

75-2024-12-04-00028

Arrêté n° 2024 - 394

portant autorisation d'extension de 270 à 300 places du Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) COEUR DE VILLE sis 201 rue Lecourbe à Paris 15ème géré par l'association ASSAD XV

## AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

### ARRÊTÉ N° 2024 - 394

**portant autorisation d'extension de 270 à 300 places du Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) Cœur de Ville sis 201, rue Lecourbe à Paris (75015) géré par l'association ASSAD XV**

### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L312-1, L313-1, L314-3 et suivants ;
- VU** le décret du 10 avril 2024 portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 29 avril 2024 ;
- VU** l'arrêté DS N°115/2024 du 25 septembre 2024 portant délégation de signature à Madame Stéphanie TALBOT, Directrice de l'autonomie ;
- VU** l'arrêté n° DIRNOV-2023/08 du 26 octobre 2023 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant modification du cadre d'orientation stratégique 2018-2028 du projet régional de santé d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté n° DIRNOV-2023/09 du 26 octobre 2023 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant adoption du schéma régional de santé 2023-2028 du projet régional de santé d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté n° 2023-162 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 19 juin 2023 établissant le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) 2022-2026 pour la région Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté n° 2022-160 en date du 20 septembre 2022, portant la capacité totale du SSIAD ASSAD XV à 270 places ;
- VU** l'avis d'appel à candidatures pour la création de 626 places de SSIAD pour personnes âgées en Île-de-France publié le 2 mai 2024 ;
- VU** l'avis de sélection de l'appel à candidatures pour la création de SSIAD pour personnes âgées en Île-de-France ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le SSIAD ASSAD XV a été retenu ;

**CONSIDÉRANT** que le projet répond à un besoin identifié sur le département ;

**CONSIDÉRANT** que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;

**CONSIDÉRANT** que le financement de ces 30 places nouvelles de SSIAD pour personnes âgées alloué par l'ARS sera déterminé dans la limite de la dotation régionale limitative et conformément à la réglementation sur la tarification des établissements et services médico-sociaux en vigueur lors de l'ouverture, sous condition d'installation des places ;

Dans le cadre d'extension de place, la tarification des nouvelles places se base sur le FGS moyen de l'année N par place autorisée avec proratisation mensuelle si les places sont créées en cours d'exercice ;

**CONSIDÉRANT** que ces nouvelles places sont financées à compter du 1er novembre 2024 ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'autorisation visant à l'extension de 30 places pour personnes âgées (10 places de jour et 20 places de nuit) du SSIAD ASSAD XV sis 201 Rue Lecourbe à Paris (75015) est accordée à l'association ASSAD XV situé 201, Rue Lecourbe à Paris (75015).

**ARTICLE 2<sup>e</sup> :** La capacité totale du service est fixée à 300 places réparties de la manière suivante :

- 245 places de jour en faveur des personnes âgées ;
- 20 places de nuit en faveur des personnes âgées ;
- 15 places en faveur des personnes en situation de handicap ;
- 10 places au titre de l'équipe spécialisée Alzheimer (ESA) ;
- 10 places au titre de l'équipe spécialisée neurologique à domicile (ESNA)

La zone d'intervention du SSIAD pour la prise en charge des personnes âgées couvre le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

**ARTICLE 3<sup>e</sup> :** Cette structure est répertoriée dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS du service : 75 080 435 3

Code catégorie : [354]

]

Code discipline : [357] Activité soins d'accompagnement et de réhabilitation  
[358] Soins infirmiers à Domicile

Code fonctionnement (type d'activité) : [16] Prestation en milieu ordinaire

Code clientèle : [440] MND autres que Maladie Alzheimer et Maladies Apparentées  
[436] Personnes Alzheimer ou maladies apparentées  
[700] Personnes Agées  
[010] Tous Types de Déficiences Personnes Handicapées

N° FINESS du gestionnaire : 75 000 157 0

Code statut : [60] Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique

**ARTICLE 4<sup>e</sup> :** Le présent arrêté est sans effet concernant la durée d'autorisation accordée à l'établissement pour 15 ans à compter de sa date de création ou de renouvellement d'autorisation conformément aux conditions prévues aux articles L.312-8 et L.313-5 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 5** Conformément aux dispositions de l'article D. 313-12-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est valable sous réserve de la transmission, aux autorités compétentes, avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée, d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1 du même code.

**ARTICLE 6<sup>e</sup> :** Elle est réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans à compter de sa notification conformément aux articles L313-1 et D313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 7<sup>e</sup> :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service doit être porté à la connaissance des autorités compétentes.

**ARTICLE 8° :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 9° :** Le Directeur de la Délégation départementale de Paris de l'Agence régionale de santé Île-de-France est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, publié aux recueils des actes administratifs de la Région Île-de-France et du Département de Paris.

Fait à Saint-Denis  
Le 04 décembre 2024

Pour le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Île-de-France et par délégation

*Signature*

Stéphanie TALBOT  
Directrice de l'autonomie

Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

75-2024-12-13-00003

Arrêté d'ouverture des concours interne et externe sur titres pour l'accès au corps des blanchisseur principal de 2e classe de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris

**DIRECTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES**

55, Boulevard Diderot,  
CS 22305,  
75610 Paris Cedex 12

Pour nous contacter :

Concours.statutaires.sap  
@aphp.fr

Le Directeur Général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu décret n°2016-636 du 19 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière ;

Vu Arrêté du 26 décembre 2017 fixant les règles d'organisation générale, la composition du jury et la nature des épreuves des concours de recrutement pour l'accès à certains grades de la filière ouvrière et technique de la catégorie C de la fonction publique hospitalière et de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris, pris en application des articles 4-6 et 4-7 du décret n° 2016-636 du 19 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du 04 juillet 2022 portant nomination du directeur général de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris ;

Vu l'arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n°75-2022—07-05-00012 du 5-07-2022 modifié fixant la liste des directeurs de pôle d'intérêt commun de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris ;

Vu l'arrêté directorial du 26 décembre 2022 relatif aux missions et à l'organisation de la Direction des Ressources Humaines de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris,

Vu l'arrêté de janvier 2024 portant délégation de signature de la directrice des ressources humaines de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ;

La Directrice des Ressources Humaines entendu ;

**- ARRÊTE -**

**ARTICLE 1** : Un concours interne et externe sur titres pour l'accès au corps des blanchisseur principal de 2<sup>e</sup> classe de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris est ouvert à compter du 9 janvier 2025 à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

**ARTICLE 2** : Le nombre de poste ouvert est réparti comme suit : 22 postes sur le concours interne et 11 postes sur le concours externe.

**ARTICLE 3** : La période d'inscription est fixée du 9 janvier 2025 au 10 février 2025.

**DIRECTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES**

55, Boulevard Diderot,  
CS 22305,  
75610 Paris Cedex 12

Pour nous contacter :

Concours.statutaires.sap  
@aphp.fr

Les inscriptions seront reçues par téléinscription sur le site Internet de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris <https://concours.aphp.fr> à compter du 9 janvier 2025, 7 heures (heure de Paris) jusqu'au 10 février 2025 à 14 heures (heure de Paris).

Les candidats pourront télétransmettre les pièces justificatives jusqu'au 14 février 2025 à 14 heures (heure de Paris).

Toute communication du service concours à destination du candidat (suivi du dossier, convocations aux épreuves, résultats...) s'effectuera par le biais de l'accès sécurisé du candidat consultable depuis le site internet <https://concours.aphp.fr>. Le candidat est informé qu'il doit consulter régulièrement son accès sécurisé.

Tous les renseignements complémentaires pourront être communiqués sur simple demande par courriel ou courrier auprès du service concours de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

**ARTICLE 4 :** A l'appui de leur demande, les candidats doivent joindre les pièces suivantes :

- 1° Les diplômes, titres et certificats dont ils sont titulaires ;
- 2° Les diplômes, titres et certificats lorsqu'ils sont exigés par des lois et règlements pour l'exercice des fonctions à accomplir ou lorsque l'exercice d'une spécialité l'exige;
- 3° Un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre ;

**ARTICLE 5 :** Les blanchisseurs principaux de 2e classe sont recrutés conformément aux dispositions du décret du 19 mai 2016 relatif aux recrutements par concours sur titres.

Ces concours sur titres sont ouverts aux candidats titulaires de l'un des diplômes, certifications ou équivalences suivants correspondant à la ou aux spécialités concernées :

- 1° Diplôme de niveau V dans les domaines de la blanchisserie, du pressing ou de la couture ou qualification reconnue équivalente ;
- 2° Certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans l'une ou plusieurs des spécialités mentionnées à l'alinéa précédent ;
- 3° Equivalence délivrée, dans l'une des spécialités mentionnées ci-dessus, par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 susvisé, permettant de se présenter au concours ;

**DIRECTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES**

55, Boulevard Diderot,  
CS 22305,  
75610 Paris Cedex 12

Pour nous contacter :

Concours.statutaires.sap  
@aphp.fr

**ARTICLE 6** : Les concours externe et interne sur titres complétés d'épreuves pour l'accès aux grades de blanchisseur principal de 2<sup>e</sup> classe comportent une phase d'admissibilité et une phase d'admission.

La phase d'admissibilité consiste en l'examen par le jury du dossier de sélection comportant :

- 1° Les diplômes, titres et certificats dont ils sont titulaires ;
- 2° Un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre ;
- 3° Une lettre de motivation.

Seuls les candidats déclarés admissibles par le jury pourront se présenter à l'épreuve d'admission.

**ARTICLE 7** : La phase d'admission consiste en une épreuve pratique suivie immédiatement d'un entretien avec le jury.

1 : L'épreuve pratique consiste en l'accomplissement d'une ou de plusieurs tâches se rapportant à la maîtrise des techniques et des instruments que l'exercice des futures fonctions du candidat requièrent de façon courante. La durée de l'épreuve est fixée par le jury au regard des fonctions et/ ou de la spécialité concernées. Elle ne peut être inférieure à une heure ni excéder quatre heures.

2 : L'entretien vise, d'une part à apprécier la motivation du candidat et, d'autre part, à vérifier ses connaissances, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, relevant du domaine professionnel dans lequel il est appelé à exercer ses fonctions.

La durée de l'entretien est de vingt minutes.

L'épreuve d'admission est notée sur 20.

**DIRECTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES**

55, Boulevard Diderot,  
CS 22305,  
75610 Paris Cedex 12

Pour nous contacter :

Concours.statutaires.sap  
@aphp.fr

**ARTICLE 8** : La direction de l'établissement organisateur tient à la disposition des candidats les formulaires nécessaires à la constitution du dossier de demande d'équivalence. Ceux-ci sont disponibles sur la page intranet « tout savoir sur les concours » de l'APHP.

**ARTICLE 9** : La Directrice des Ressources Humaines assurera l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 13 décembre 2024

Pour le Directeur Général,

Pour la Directrice des Ressources Humaines empêchée,

Pour le Directeur du Département Développement des compétences

L'adjointe du Directeur du Département Développement des compétences

**SIGNE**

Marine LAMOLIE

Préfecture de la Région d'Ile de France,  
Préfecture de Paris

75-2024-12-13-00004

Arrêté préfectoral portant autorisation  
d'appel à la générosité du public du fonds de  
dotation  
Aghatis



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CABINET**

**Service de la coordination des affaires parisiennes  
Bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique**

Arrêté préfectoral portant autorisation  
d'appel à la générosité du public du fonds de dotation  
Aghatis

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,  
Commandeur de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu le décret n° 2022-813 du 16 mai 2022, modifiant le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu le décret n°2019-504 du 22 mai 2019 fixant les seuils de la déclaration préalable et d'établissement du compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public par les organismes faisant appel public à la générosité ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mai 2019 fixant les modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel public à la générosité ;

Vu la demande du fonds de dotation Aghatis sollicitant l'autorisation de faire appel à la générosité du public, reçue le 12 décembre 2024 ;

Considérant que l'objectif du présent appel à la générosité du public est de mener toute action contribuant à l'amélioration des conditions de vie et d'entraînement des sportifs de haut niveau et/ou à fort potentiel en situation de handicap. Les moyens d'action du fonds sont : - Contribution financière ponctuelle ou régulière des athlètes ; - Achat de matériel adapté aux besoins des athlètes ; - Prise en charge des frais de déplacement et/ou d'hébergement des athlètes ; - Financement et accompagnement d'études pour les athlètes ; - Information du public sur les activités du fonds ; - Organisation d'ateliers, de cours, de stages, d'évènements et toute activité favorisant la diffusion de connaissances sur le sport de haut niveau pour les personnes en situation de handicap. Le conseil d'administration sélectionnera les athlètes en situation de handicap qui bénéficieront de l'appui du fonds. Pour ce faire, il s'appuiera sur la situation financière des athlètes, leurs performances sportives des quatre dernières années, les appuis financiers (sponsors privés, aide de la fédération ou des régions / départements...) dont ils bénéficient, leur âge et leurs projets sportifs. L'ensemble de ces éléments seront analysés au regard de la demande financière présentée par les athlètes. La décision de soutenir un athlète et le montant de l'aide financière allouée devra être prise à la majorité des membres du conseil d'administration.

1/2

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité du public

Sur la proposition du préfet, directeur de cabinet du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le fonds de dotation Aghatis est autorisé à faire appel à la générosité du public à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025.

**ARTICLE 2 :** Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration, à compter d'un montant de 153 000 € conformément aux décret et arrêté du 22 mai 2019.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivant les modalités fixées par le décret et l'arrêté ministériel du 22 mai 2019.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels à la générosité du public.

**ARTICLE 4 :** Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.

**ARTICLE 5 :** Le préfet, directeur de cabinet du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris ([www.ile-de-france.gouv.fr](http://www.ile-de-france.gouv.fr)), et notifié aux personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Fait à Paris, le vendredi 13 décembre 2024

**Pour le préfet de la région d'Île de France,  
préfet de Paris et par délégation  
Le chef du bureau des élections,  
du mécénat et de la réglementation économique**

Signé

**Mohamed SOLTANI**

Dossier n° 21428938  
FD1634

Préfecture de la région d'Ile-de-France,  
préfecture de Paris-Cabinet

75-2024-12-13-00005

Arrêté préfectoral n° 75-2024-12-13-00005 du 13  
décembre constatant le transfert de biens sans  
maître dans le patrimoine de l'Etat



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet**  
**Service de la coordination des affaires parisiennes**  
**Bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique**

**Arrêté préfectoral n° 75-2024-12-13-00005**

**Constatant le transfert de biens sans maître dans le patrimoine de l'Etat**

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris  
Commandeur de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu l'article 713 du Code civil ;

Vu les articles L.1123-1, L1123-2, L1123-3 et R.1123-2 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'avis favorable de la Commission Communale des Impôts Directs du 15 octobre 2014 portant sur les lots n° 44, 45, 49, 52 et 53 à usage de parkings, situés au 20 rue de la Véga à Paris (75012);

Vu l'arrêté de la maire de Paris du 26 juillet 2019, affiché et publié au bulletin officiel municipal de Paris du 30 août 2019, déclarant ces biens comme présumés sans maître ;

Vu le courrier du responsable du service de l'action foncière de la Ville de Paris du 10 novembre 2022, par lequel celui-ci informe la préfecture qu'aucune délibération municipale n'a été prise dans le délai de six mois à compter de la vacance présumée des biens en vue de leur incorporation dans le domaine communal, et que la Ville de Paris a dès lors renoncé au bénéfice desdits biens ;

Vu l'arrêté n° 75-2024-11-29-00011 du 29 novembre 2024 constatant le transfert de biens sans maître dans le patrimoine de l'Etat ;

Considérant l'absence de propriétaire connu pour ce bien, et le renoncement de la Ville de Paris à en exercer le bénéfice ;

Considérant l'erreur de plume portant sur l'arrondissement de localisation des locaux ;

Sur proposition du Préfet, directeur de cabinet du Préfet d'Île-de-France, Préfet de Paris ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** les lots n° 44, 45, 49, 52 et 53 à usage de parkings, situés au 20 rue de la Véga à Paris (75012) sont attribués en pleine propriété à l'État.

**Article 2 :** l'arrêté n° 75-2024-11-29-00011 du 29 novembre 2024 constatant le transfert de biens sans maître dans le patrimoine de l'Etat est abrogé.

**Article 3 :** Le Préfet, directeur de cabinet du Préfet d'Ile-de-France, Préfet de Paris, les services du Domaine (DNID — Direction nationale des interventions domaniales), ainsi que la Ville de Paris sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au Service de publication foncière.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours administratif, adressé au Préfet d'Ile-de-France, Préfet de Paris, et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris, dans le délai de deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs.

Fait à Paris, le 13 décembre 2024

**Le préfet,**

**SIGNE**

**Le sous-préfet, directeur adjoint du Cabinet  
du préfet de la région d'Ile de France, Préfet de Paris**

**Marc ZARRAOUTI**

Préfecture de la région d'Ile-de-France,  
préfecture de Paris-Cabinet

75-2024-12-12-00021

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel  
public à la générosité du fonds de dotation  
FONDS D'ACTION POUR LA SECURITE  
ELECTRIQUE - FASE



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CABINET**

**Service de la coordination des affaires parisiennes  
Bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique**

Arrêté préfectoral portant autorisation  
d'appel public à la générosité du fonds de dotation  
**FONDS D'ACTION POUR LA SECURITE ELECTRIQUE – FASE**

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,  
Commandeur de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel public à la générosité ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel public à la générosité ;

Vu le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu le décret n°2019-504 du 22 mai 2019 fixant les seuils de la déclaration préalable et d'établissement du compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public par les organismes faisant appel public à la générosité ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mai 2019 fixant les modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel public à la générosité ;

Vu la demande du fonds de dotation FONDS D'ACTION POUR LA SECURITE ELECTRIQUE – FASE sollicitant l'autorisation de faire appel public à la générosité, reçue le 09 décembre 2024, complétée le 10 décembre 2024 ;

Considérant que l'objectif du présent appel public à la générosité est, dans le cadre de l'objet statutaire du fonds de dotation, de financer des projets pour améliorer la sécurité électrique en France.

Cet appel à la générosité du public a pour objectif de

- former aux meilleures pratiques sur la sécurité électrique sur la mise en sécurité électrique le public et les jeunes professionnels,
- développer le mécénat et le mécénat de compétence orientés vers des opérations de rénovation électrique des bâtiments à vocation sociale recevant du public ou des travailleurs,
- promotion de la sécurité dans l'usage des nouvelles technologies de sécurité électrique dans une démarche de développement durable ;
- soutien des travaux de recherche, notamment universitaire, sur la sécurité électrique.

Sur la proposition du préfet, directeur de cabinet du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de

1/2

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel public à la générosité

Paris ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le fonds de dotation FONDS D'ACTION POUR LA SECURITE ELECTRIQUE – FASE est autorisé à faire appel public à la générosité à compter du 01 janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025.

**ARTICLE 2** : Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration, à compter d'un montant de 153 000 € conformément aux décret et arrêté du 22 mai 2019.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivant les modalités fixées par le décret et l'arrêté ministériel du 22 mai 2019.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels publics à la générosité.

**ARTICLE 4** : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.

**ARTICLE 5** : Le préfet, directeur de cabinet du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris ([www.ile-de-france.gouv.fr](http://www.ile-de-france.gouv.fr)), et notifié aux personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 décembre 2024

**Pour le préfet de la région d'Ile de France,  
préfet de Paris et par délégation  
Le chef du bureau des élections,  
du mécénat et de la réglementation économique**

*Signé*

**Mohamed SOLTANI**

Dossier n° 20286040  
FD308

Préfecture de Police

75-2024-12-13-00006

arrêté n 2024-01823 du 13 décembre 2024  
autorisant la captation, l'enregistrement et la  
transmission d'images au moyen de caméras  
installées sur des aéronefs à l'occasion d'une  
manifestation à Paris le samedi 14 décembre  
2024

**Arrêté n°2024-01823**

**autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs à l'occasion d'une manifestation à Paris le samedi 14 décembre 2024**

Le préfet de police,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 242-1 à L. 242-8 et R. 242-8 à R. 242-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2023 relatif au nombre maximal de caméras installées sur des aéronefs pouvant être simultanément utilisées dans chaque département et collectivité d'outre-mer ;

Vu l'instruction ministérielle NOR IOMD2311883J du 30 avril 2023 relative à la procédure d'autorisation des caméras installées sur des aéronefs pour des missions de police administrative ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 par lequel M. Laurent NUÑEZ, préfet, coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, est nommé préfet de police (hors classe) ;

Vu la demande en date du 12 décembre 2024 formée par la direction de l'ordre public et de la circulation visant à obtenir l'autorisation de capter, d'enregistrer et de transmettre des images au moyen de quatre caméras installées sur des aéronefs télé-pilotés afin d'assurer la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, la sécurité des rassemblements et la prévention d'actes de terrorisme à Paris le samedi 14 décembre 2024 à l'occasion d'une manifestation de voie publique déclarée ;

Considérant que les dispositions du I de l'article L. 242-5 du code de la sécurité intérieure permettent aux forces de sécurité intérieure, dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à l'ordre public et de protection de la sécurité des personnes et des biens, de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs aux fins d'assurer la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, la sécurité des rassemblements de personnes sur la voie publique ainsi que l'appui des personnels au sol, en vue de leur permettre de maintenir ou de rétablir l'ordre public lorsque ces rassemblements sont susceptibles d'entraîner des troubles graves à l'ordre public et la prévention d'actes de terrorisme ;

Considérant que se déroulera le samedi 14 décembre 2024 à Paris une manifestation entre les places de Clichy et de la République, en passant par les boulevards de Clichy, de Marguerite de Rochechouart et de Magenta, organisée par l'Union Régionale d'Ile de France CGT, afin de « défendre les droits des sans-papiers » ; que cette manifestation est susceptible de rassembler un nombre très important de personnes ;

qu'il convient de prévenir les troubles éventuels à l'ordre public à l'occasion de cette manifestation ainsi que d'assurer la sécurité des rassemblements ;

Considérant par ailleurs, que la menace terroriste sollicite à un niveau élevé les forces de sécurité intérieure dans le cadre du plan VIGIPIRATE « urgence attentat » en vigueur sur l'ensemble du territoire national depuis le 24 mars 2024 ;

Considérant que le recours à des caméras aéroportées permet de disposer d'une vision en grand angle tout en limitant l'engagement des forces au sol ; qu'il n'existe pas de dispositif moins intrusif permettant de parvenir aux mêmes fins ;

Considérant que la demande de la direction de l'ordre public et de la circulation porte sur l'engagement de quatre caméras aéroportées qui pourront être en vol simultanément en vue de capter, d'enregistrer et de transmettre des images ; que les aires survolées sont strictement limitées aux zones où des troubles à l'ordre public sont susceptibles de se produire ; que la durée de l'autorisation demandée n'apparaît pas disproportionnée au regard des finalités poursuivies ;

Sur proposition de la direction de l'ordre public et de la circulation,

### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** – La captation, l'enregistrement et la transmission d'images par la direction de l'ordre public et de la circulation sont autorisés à Paris à l'occasion d'une manifestation de voie publique le samedi 14 décembre 2024 aux titres de :

- la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;
- la sécurité des rassemblements ;
- la prévention d'actes de terrorisme.

**Article 2** – Le nombre maximal de caméras pouvant procéder simultanément à des enregistrements est fixé à 4 caméras embarquées sur des aéronefs télé-pilotés.

**Article 3** – La présente autorisation s'applique au périmètre géographique figurant sur le plan en annexe au présent arrêté.

**Article 4** – La présente autorisation est délivrée pour le samedi 14 décembre 2024 de 13h00 à 21h00 pour l'ensemble des finalités précitées.

**Article 5** – L'information du public est assurée par la publication de l'arrêté au recueil des actes administratifs du département de Paris, sa mise en ligne sur le site internet de la préfecture de police ainsi que par une information sur les réseaux sociaux.

**Article 6** – Le registre mentionné à l'article L. 242-4 du code de la sécurité intérieure est transmis au préfet de police, à l'issue de la période d'autorisation.

**Article 7** – La préfète, directrice du cabinet du préfet de police et le directeur de l'ordre public et de la circulation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur dès son affichage aux portes de la préfecture de police, sera publié au recueil des actes administratifs du département de Paris et consultable sur le site internet de la préfecture de police (<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr>).

Fait à Paris, le 13 décembre 2024

**SIGNE**

**Pour le préfet de police**

**La préfète, directrice du cabinet**

**Magali CHARBONNEAU**

## VOIES ET DELAIS DE RECOURS

---

Si vous estimez devoir contester la présente autorisation, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage ou de sa publication :

- soit de saisir d'un **RECOURS GRACIEUX**  
le Préfet de Police  
7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP
- ou de former un **RECOURS HIERARCHIQUE**  
auprès du **Ministre de l'intérieur et des outre-mer**  
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques  
place Beauvau - 75008 PARIS
- soit de saisir d'un **RECOURS CONTENTIEUX**  
le Tribunal administratif compétent

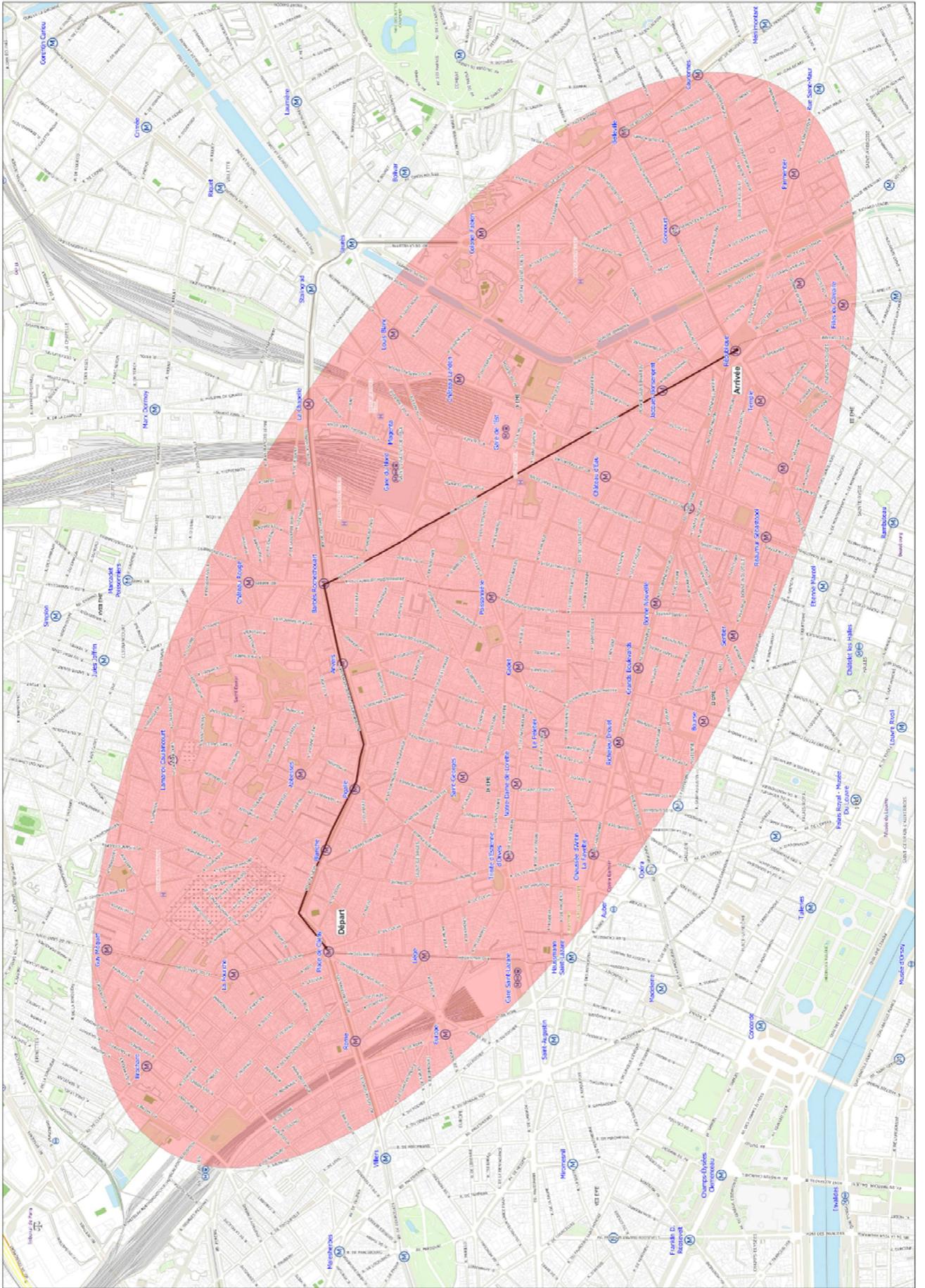
Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des RECOURS GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet



2024-01823

5

Préfecture de Police

75-2024-12-12-00009

Arrêté DUPA n 2024-1649 du 12 décembre 2024 portant autorisation de l'emploi d'un traitement algorithmique sur des images issues d'un système de vidéoprotection à l'occasion du match de la 15ème journée de la Ligue 1 de football prévu le dimanche 15 décembre 2024

**Arrêté DUPA n° 2024-1649**

**portant autorisation de l'emploi d'un traitement algorithmique sur des images issues d'un système de vidéoprotection à l'occasion du match de la 15<sup>ème</sup> journée de la Ligue 1 de football prévu le dimanche 15 décembre 2024**

Le préfet de Police,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment le titre V du livre II relatif à la vidéoprotection ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2023-828 du 28 août 2023 relatif aux modalités de mise en œuvre des traitements algorithmiques sur les images collectées au moyen de systèmes de vidéoprotection et de caméras installées sur des aéronefs, pris en application de l'article 10 de la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions, notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 2024-107 du 14 février 2024 relatif aux compétences du préfet de police et à celles du préfet de police des Bouches-du-Rhône pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, ainsi qu'à la compétence territoriale de certaines directions de la préfecture de police, notamment son article 2 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 par lequel M. Laurent NUÑEZ, préfet, coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, est nommé préfet de police (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20242584 BVS 75 du 30 octobre 2024 modifiant l'arrêté n°20242584 VS 75 du 16 octobre 2024 portant autorisation d'installer un dispositif de vidéoprotection ;

Vu le message électronique de la direction de l'innovation, de la logistique et des technologies de la préfecture de police reçu le 5 décembre 2024 ;

Vu l'activation du plan Vigipirate au niveau « urgence attentat » depuis le 24 mars 2024 ;

Considérant que, en application de l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 et de l'article 13 du décret du 28 août 2023 susvisés, l'emploi des traitements algorithmiques est autorisé à Paris par le préfet de police ;

Considérant que, par message électronique en date du 5 décembre 2024 susvisé, la direction de l'innovation, de la logistique et des technologies (DILT) de la préfecture de police sollicite une autorisation préfectorale pour une expérimentation opérationnelle de vidéo augmentée, à l'occasion du match de la 15<sup>ème</sup> journée de ligue 1 de football, opposant le Paris Saint-Germain à l'Olympique Lyonnais, qui se tiendra au Parc des Princes le dimanche 15 décembre 2024 à 20h45 ;

Considérant que, dans le contexte actuel, cette manifestation sportive et récréative est particulièrement exposée à des risques d'actes de terrorisme ; que, à cet égard, la France est le pays occidental le plus touché par le terrorisme djihadiste depuis 2012 et que dix attaques abouties ont été enregistrées depuis 2020 contre 14 projets déjoués, dont deux depuis le début de l'année 2024 ; que les attaques perpétrées notamment le 2 décembre 2023 dans le quartier parisien du Pont Bir-Hakeim et le 13 octobre 2023 dans un lycée d'Arras, soulignent la prééminence et l'acuité de la menace endogène dont le passage à l'acte n'a nécessité que peu de moyens ; que ces attaques interviennent dans un contexte tendu, matérialisé par une hausse très importante des faits antisémites, depuis la riposte de l'armée israélienne aux attaques terroristes commises le 7 octobre 2023 par le Hamas ; que l'organisation terroriste Al Qaïda et l'ensemble de ses branches régionales ont appelé à mener le Jihad contre Israël et ses alliés à la suite desdites attaques ; que les 19 octobre 2023, 31 octobre 2023 et 4 janvier 2024, l'État islamique a pour sa part appelé à cibler la communauté juive dans tous les pays occidentaux ainsi que les chrétiens et leurs alliés « de la pire des manières possibles », notamment à Paris, Londres, Washington et Rome ; qu'en outre, le 14 septembre 2023, Al Qaïda a publié un article menaçant la France d'une « attaque armée qui ciblerait le bâtiment d'un ministère dans la capitale, Paris » ; que ces éléments se conjuguent pour accroître le niveau général de la menace en France, qui est susceptible de se matérialiser tant par des individus seuls et préalablement inconnus des services de renseignement, que par des menaces projetées depuis un théâtre extérieur ou directement activées depuis le territoire national par des organisations terroristes ; que les séries d'interpellations réalisées en Turquie (depuis fin 2023), en Suède (début 2023), en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique (le 6 juillet 2023), illustrent l'actualité de la menace terroriste djihadiste ; que les organisations terroristes ont régulièrement menacé les grands événements sportifs au travers de leurs organes de propagande et la France a été la cible de contenus de propagande, diffusés le 13 décembre 2022, appelant à la réalisation d'actions violentes contre des joueurs et supporters français à l'occasion du match France-Maroc se déroulant le 14 décembre 2022 ;

Considérant, en outre, que divers événements récréatifs ou sportifs d'ampleur ont été la cible d'attaques ou de projets d'attentats par des jihadistes ; qu'il en a été ainsi notamment le 15 avril 2013, où deux terroristes ont commis un double attentat à l'explosif à proximité de la ligne d'arrivée du marathon de Boston aux États-Unis provoquant trois morts et plus de 200 blessés, le 13 novembre 2015 au Stade de France où deux kamikazes se sont fait exploser alors que se déroulait un match amical de football entre la France et l'Allemagne, provoquant un mort et une cinquantaine de blessés, le 30 décembre 2021, où un attentat à l'explosif a visé une voiture d'assistance française du Rallye Dakar à Djeddah en Arabie Saoudite et le 16 octobre 2023, à Bruxelles où un jihadiste se réclamant du groupe État islamique a tué deux supporters de l'équipe suédoise de football en marge d'un match opposant l'équipe de Suède à celle de Belgique ; que, récemment, le 8 avril 2024, par un message diffusé sur les réseaux sociaux, l'État islamique a appelé à viser directement les stades accueillant les matchs de quarts de finale de la Ligue des champions de football en diffusant le slogan suivant : « Kill Them All » ;

Considérant que, à la suite de l'attaque au couteau perpétrée à Arras le 13 octobre 2023 par un individu radicalisé qui a coûté la vie à un enseignant et causé plusieurs blessés, le Gouvernement a élevé le plan Vigipirate au niveau « Alerte Attentat » ; qu'à la suite de l'attaque terroriste revendiquée par l'État islamique à Moscou le 22 mars 2024, le Gouvernement a rehaussé le plan Vigipirate à son niveau le plus élevé « urgence attentat » ;

Considérant, dès lors, que cette rencontre sportive, compte tenu de ces circonstances et de l'ampleur de sa fréquentation, apparaît particulièrement exposée à des risques d'actes de terrorisme ; qu'ainsi, elle répond aux conditions posées par la loi du 19 mai 2023 susvisée et rend nécessaire qu'il soit fait usage, à titre expérimental et à la seule fin d'assurer sa sécurité, de traitements algorithmiques sur les images issues des caméras installées aux abords du Parc des princes à Paris 16<sup>ème</sup> ;

Considérant que cette expérimentation, qui se déroulera du dimanche 15 décembre 2024 à 16h00 au lundi 16 décembre 2024 à 02h00, soumettra les images issues du dispositif de vidéoprotection installé au numéro 24 rue du Commandant Guilbaud à Paris 16<sup>ème</sup>, au traitement algorithmique dénommé « Cityvision » et développé par la société Wintics ; que l'installation de ces caméras a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2024 susvisé ; que le traitement dénommé « Cityvision » a fait l'objet d'une attestation de conformité en date du 11 avril 2024 délivrée par le ministre de l'intérieur et des outre-mer ; que, dès lors, les données ainsi recueillies et traitées dans le cadre de cette expérimentation ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'article 3 du décret du 28 août 2023 susvisé ;

Considérant, en outre, que l'emploi de ce traitement a fait l'objet d'une transmission le 11 octobre 2024 par la préfecture de police, responsable de celui-ci au sens de l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 susvisée, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés d'un engagement de conformité au décret du 28 août 2023 susvisé, ainsi que d'une analyse d'impact sur la protection des données à caractère personnel présentant les caractéristiques particulières de ce traitement qui ne figurent pas dans l'analyse d'impact-cadre transmise par le ministère de l'intérieur à cette même Commission ;

Considérant que l'expérimentation a pour objet de détecter les événements prédéterminés suivants : présence d'objets abandonnés – non-respect par une personne ou un véhicule du sens de circulation commun – franchissement ou présence d'une personne ou d'un véhicule dans une zone interdite ou sensible – présence d'une personne au sol à la suite d'une chute – mouvement de foule – densité trop importante de personnes – départs de feux ; que ces événements figurant dans la liste fixée à l'article 3 du décret du 28 août 2023 susvisé, sont susceptibles de présenter ou de révéler un risque au regard de la menace terroriste ;

Considérant que les agents habilités de la préfecture de police autorisés à accéder aux signalements du traitement dénommé « Cityvision » ont reçu une formation en matière de protection des données à caractère personnel ainsi que sur le fonctionnement opérationnel et technique du traitement et sa prise en main, mais également une sensibilisation à l'éthique encadrant l'utilisation de l'intelligence artificielle ; que, pour exercer la mission qui leur est confiée par le III de l'article 15 du décret du 28 août 2023 susvisé, ils ont été individuellement désignés et spécialement habilités par le préfet de Police ;

Considérant qu'une information sera délivrée au public sur cette expérimentation dans les conditions fixées par le présent arrêté ;

Considérant que, dans ces conditions, la mise en œuvre de traitements algorithmiques est adaptée et proportionnée ;

## ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>** - La préfecture de police, sise 1 bis rue de Lutèce 75004 Paris, est autorisée à mettre en œuvre le traitement algorithmique dénommé « Cityvision » et développé par la société Wintics le dimanche 15 décembre 2024 à 16h00 au lundi 16 décembre 2024 à 02h00, à l'occasion du match de la 15<sup>ème</sup> journée de la ligue 1 de football, opposant le Paris Saint-Germain à l'Olympique Lyonnais au Parc des princes à Paris 16<sup>ème</sup>.

Ce traitement, qui exploitera les images issues des caméras installées sur le site du Parc des princes, dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 susvisée, a pour objet de détecter les événements suivants :

- présence d'objets abandonnés ;
- non-respect par une personne ou un véhicule du sens de circulation commun ;
- franchissement ou présence d'une personne ou d'un véhicule dans une zone interdite ou sensible ;
- présence d'une personne au sol à la suite d'une chute ;
- mouvement de foule ;
- densité trop importante de personnes ;
- départs de feux.

Les opérations de collecte, de consultation, de communication, de modification et d'effacement des images faisant l'objet d'une analyse algorithmique, ainsi que les signalements générés par le traitement font l'objet d'un enregistrement.

Ces données sont conservées douze mois, ainsi que les journaux des opérations de consultation et de communication, conformément à l'article 16 du décret du 28 août 2023 susvisé.

La préfecture de police tient un registre des suites apportées aux signalements effectués par le traitement ainsi que le nom et le prénom des personnes ayant accès aux signalements.

**Article 2** - L'information du public relative à l'emploi du traitement mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est délivrée par le biais :

- d'une publication sur le site internet du ministère de l'intérieur présentant une information générale sur le dispositif ;
- d'un affichage autour de la zone d'installation des caméras de vidéoprotection augmentée qui renvoie par un QR code à une page d'information dédiée sur le site de la préfecture de police où sont précisées les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation ainsi que les conditions d'exercice des droits des personnes.

**Article 3** - Les droits d'accès, de rectification et à la limitation des données s'exercent auprès du responsable de traitement via l'adresse : [donnees-personnelles-prefecturedepolice@interieur.gouv.fr](mailto:donnees-personnelles-prefecturedepolice@interieur.gouv.fr), dans les conditions prévues au III de l'article 17 du décret du 28 août 2023 susvisé.

Le délégué à la protection des données du responsable de traitement peut également être contacté via l'adresse suivante : [delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr](mailto:delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr).

**Article 4** - La préfète, directrice du cabinet, la directrice de l'innovation, de la logistique et des technologies, le directeur de l'ordre public et de la circulation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de son affichage aux portes de la préfecture de police, sera publié au recueil des actes administratifs du département de Paris et consultable sur le site internet de la préfecture de police (<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr>).

Fait à Paris, le 12 décembre 2024

## **SIGNE**

Pour le préfet de police

La préfète, directrice de cabinet,

**Magali CHABONNEAU**

## VOIES ET DELAIS DE RECOURS

---

Si vous estimez devoir contester le présent arrêté, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de son affichage aux portes de la préfecture de police ou à la date de sa publication au recueil des actes administratifs du département de Paris :

- **soit de saisir d'un RECOURS GRACIEUX**  
**le Préfet de Police**  
**7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP**
- **ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE**  
**auprès du Ministre de l'intérieur**  
**Direction des libertés publiques et des affaires juridiques**  
**place Beauvau - 75008 PARIS**
- **soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX**  
**le Tribunal administratif compétent**

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIÉRARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

Le recours CONTENTIEUX, qui vise à contester la LÉGALITÉ de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIÉRARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des recours GRACIEUX ou HIÉRARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.

Préfecture de Police

75-2024-12-13-00008

Arrêté DUPA n 2024-1650 du 13 décembre 2024  
portant autorisation de l'emploi dans deux  
stations de la Régie autonome des transports  
parisiens d'un traitement algorithmique des  
images issues d'un système de vidéoprotection à  
l'occasion du concert de Felix Wazekwa, le  
dimanche 15 décembre 2024 à l'Adidas ARENA

**Arrêté DUPA n°2024-1650  
portant autorisation de l'emploi dans deux stations de la Régie autonome des transports  
parisiens d'un traitement algorithmique des images issues d'un système de  
vidéoprotection à l'occasion du concert de Felix Wazekwa, le dimanche 15 décembre  
2024 à l'Adidas ARENA**

Le préfet de police,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment le titre V du livre II relatif à la vidéoprotection ;

Vu le code des transports, notamment le titre V du livre II de la deuxième partie relatif aux services internes de sécurité de la SNCF et la Régie autonome des transports parisiens ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2023-828 du 28 août 2023 relatif aux modalités de mise en œuvre des traitements algorithmiques sur les images collectées au moyen de systèmes de vidéoprotection et de caméras installées sur des aéronefs, pris en application de l'article 10 de la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions, notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 2024-107 du 14 février 2024 relatif aux compétences du préfet de police et à celles du préfet de police des Bouches-du-Rhône pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, ainsi qu'à la compétence territoriale de certaines directions de la préfecture de police, notamment son article 2 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 par lequel M. Laurent NUÑEZ, préfet, coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, est nommé préfet de police (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20242902 VS 75 du 12 décembre 2024 portant autorisation d'installer un dispositif de vidéoprotection pour l'ensemble des stations de métro des lignes 1, 2, 6, 8, 10, 11, 12 et 13 situées dans Paris et délivré à l'établissement RATP ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20121775 BVS 75 du 7 mars 2024 portant modification de l'arrêté n°20121775 VSR 75 autorisant un système de vidéoprotection pour l'ensemble des stations de la ligne de tramway T3B ;

Vu le message électronique du service RATP Sûreté en date du 2 décembre 2024 ;

Vu l'activation du plan Vigipirate au niveau « urgence attentat » depuis le 24 mars 2024 ;

Considérant que, en application de l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 et de l'article 13 du décret du 28 août 2023 susvisés, l'emploi des traitements algorithmiques est autorisé à Paris par le préfet de police ;

Considérant que, par message électronique en date du 2 décembre 2024 susvisé, le service RATP Sûreté, qui constitue le service interne de sécurité de la Régie autonome des

transports parisiens au sens de l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 susvisée, sollicite une autorisation préfectorale pour mettre en œuvre un traitement automatisé des images dans ses emprises à l'occasion du concert de Felix Wazekwa à l'Adidas Arena prévu le dimanche 15 décembre 2024 ;

Considérant que, dans le contexte actuel, ce concert constitue une manifestation particulièrement exposée à des risques d'actes de terrorisme ; que, à cet égard, la France est le pays occidental le plus touché par le terrorisme djihadiste depuis 2012 et que dix attaques abouties ont été enregistrées depuis 2020 contre 14 projets déjoués, dont deux depuis le début de l'année 2024 ; que les attaques perpétrées notamment le 2 décembre 2023 dans le quartier parisien du Pont Bir-Hakeim et le 13 octobre 2023 dans un lycée d'Arras, soulignent la prééminence et l'acuité de la menace endogène dont le passage à l'acte n'a nécessité que peu de moyens ; que ces attaques interviennent dans un contexte tendu, matérialisé par une hausse très importante des faits antisémites, depuis la riposte de l'armée israélienne aux attaques terroristes commises le 7 octobre 2023 par le Hamas ; que l'organisation terroriste Al Qaïda et l'ensemble de ses branches régionales ont appelé à mener le Jihad contre Israël et ses alliés à la suite desdites attaques ; que les 19 octobre 2023, 31 octobre 2023 et 4 janvier 2024, l'État islamique a pour sa part appelé à cibler la communauté juive dans tous les pays occidentaux ainsi que les chrétiens et leurs alliés « de la pire des manières possibles », notamment à Paris, Londres, Washington et Rome ; qu'en outre, le 14 septembre 2023, Al Qaïda a publié un article menaçant la France d'une « attaque armée qui ciblerait le bâtiment d'un ministère dans la capitale, Paris » ; que ces éléments se conjuguent pour accroître le niveau général de la menace en France, qui est susceptible de se matérialiser tant par des individus seuls et préalablement inconnus des services de renseignement, que par des menaces projetées depuis un théâtre extérieur ou directement activées depuis le territoire national par des organisations terroristes ; que les séries d'interpellations réalisées en Turquie (depuis fin 2023), en Suède (début 2023), en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique (le 6 juillet 2023), illustrent l'actualité de la menace terroriste djihadiste ; que les organisations terroristes ont régulièrement menacé les grands événements sportifs au travers de leurs organes de propagande et la France a été la cible de contenus de propagande, diffusés le 13 décembre 2022, appelant à la réalisation d'actions violentes contre des joueurs et supporters français à l'occasion du match France-Maroc se déroulant le 14 décembre 2022 ;

Considérant, en outre, que divers événements récréatifs ou sportifs d'ampleur ont été la cible d'attaques ou de projets d'attentats par des jihadistes ; qu'il en a été ainsi notamment le 15 avril 2013, où deux terroristes ont commis un double attentat à l'explosif à proximité de la ligne d'arrivée du marathon de Boston aux États-Unis provoquant trois morts et plus de 200 blessés, le 13 novembre 2015 au Stade de France où deux kamikazes se sont fait exploser alors que se déroulait un match amical de football entre la France et l'Allemagne, provoquant un mort et une cinquantaine de blessés, le 30 décembre 2021, où un attentat à l'explosif a visé une voiture d'assistance française du Rallye Dakar à Djeddah en Arabie Saoudite et le 16 octobre 2023, à Bruxelles où un jihadiste se réclamant du groupe État islamique a tué deux supporters de l'équipe suédoise de football en marge d'un match opposant l'équipe de Suède à celle de Belgique ; que, récemment, le 8 avril 2024, par un message diffusé sur les réseaux sociaux, l'État islamique a appelé à viser directement les stades accueillant les matchs de quarts de finale de la Ligue des champions de football en diffusant le slogan suivant : « Kill Them All » ;

Considérant que, à la suite de l'attaque au couteau perpétrée à Arras le 13 octobre 2023 par un individu radicalisé qui a coûté la vie à un enseignant et causé plusieurs blessés, le Gouvernement a élevé le plan Vigipirate au niveau « Alerte Attentat » ; qu'à la suite de l'attaque terroriste revendiquée par l'État islamique à Moscou le 22 mars 2024, le

Gouvernement a rehaussé le plan Vigipirate à son niveau le plus élevé « urgence attentat » ;

Considérant, dès lors, que ce concert, compte tenu de ces circonstances et de l'ampleur de sa fréquentation, apparaît particulièrement exposé à des risques d'actes de terrorisme ; qu'ainsi, il répond aux conditions posées par la loi du 19 mai 2023 susvisée et rend nécessaire qu'il soit fait usage, à titre expérimental et à la seule fin d'assurer sa sécurité, de traitements algorithmiques des images dans les véhicules et les emprises de transport public et sur les voies la desservant ;

Considérant que cette expérimentation, qui se déroulera du 14 décembre 2024 à 8h au 16 décembre 2024 à 8h, soumettra les images issues des caméras installées dans les stations Porte de la Chapelle et Porte de Clignancourt au traitement algorithmique dénommé « Cityvision » et développé par la société Wintics ; que l'installation de ces caméras a été autorisée respectivement par les arrêtés préfectoraux des 6 juillet 2023 et 7 mars 2024 susvisés ; que le traitement dénommé « Cityvision » a fait l'objet d'une attestation de conformité en date du 11 avril 2024 délivrée par le ministre de l'intérieur et des outre-mer ; que, dès lors, les données ainsi recueillies et traitées dans le cadre de cette expérimentation ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'article 4 du décret du 28 août 2023 susvisé ;

Considérant, en outre, que l'emploi de ce traitement a fait l'objet d'une transmission le 12 avril 2024 par le service RATP sûreté, responsable de celui-ci au sens de l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 susvisée, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés d'un engagement de conformité au décret du 28 août 2023 susvisé, ainsi que d'une analyse d'impact sur la protection des données à caractère personnel présentant les caractéristiques particulières de ce traitement qui ne figurent pas dans l'analyse d'impact-cadre transmise par le ministère de l'intérieur et des outre-mer à cette même Commission ;

Considérant que l'expérimentation a pour objet de détecter les événements prédéterminés suivants : intrusion en zone interdite au public ou sensible - mouvement de foule dans des zones à risques - densité anormalement élevée - présence d'un bagage abandonné ; que ces événements, qui figurent dans la liste fixée à l'article 3 du décret du 28 août 2023 susvisé, sont susceptibles de présenter ou de révéler un risque au regard de la menace terroriste ;

Considérant que les agents du service interne de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens autorisés à accéder aux signalements du traitement dénommé « Cityvision » ont reçu une formation en matière de protection des données à caractère personnel ainsi que sur le fonctionnement opérationnel et technique du traitement et sa prise en main ; que, pour exercer la mission qui leur est confiée par le III de l'article 15 du décret du 28 août 2023 susvisé, ils ont été individuellement désignés et spécialement habilités par le directeur du service RATP sûreté ;

Considérant qu'une information sera délivrée au public sur cette expérimentation dans les conditions fixées par le présent arrêté ;

Considérant que, dans ces conditions, la mise en œuvre de traitements algorithmiques est adaptée et proportionnée ;

#### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le service RATP sûreté, sis 54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12, qui constitue le service interne de sécurité de la Régie autonome des transports parisiens au sens de l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 susvisée, est autorisée à mettre en œuvre le traitement algorithmique dénommé « Cityvision » et développé par la société Wintics du

samedi 14 décembre 2024 à 8h au lundi 16 décembre 2024 à 8h, à l'occasion du concert de Felix Wazkewa à l'Adidas Arena.

Ce traitement, qui exploitera les images issues des caméras installées dans les stations de Porte de la Chapelle (ligne 12 et Tram T3B) et Porte de Clignancourt (ligne 4 et Tram T3B), dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 19 mai 2023 susvisée, a pour objet de détecter les événements suivants :

- Intrusion en zone interdite au public ou sensible ;
- Mouvement de foule dans des zones à risques ;
- Densité anormalement élevée ;
- Présence d'un bagage abandonné.

Les opérations de collecte, de consultation, de communication, de modification et d'effacement des images faisant l'objet d'une analyse algorithmique, ainsi que les signalements générés par le traitement font l'objet d'un enregistrement.

Ces données sont conservées douze mois, ainsi que les journaux des opérations de consultation et de communication, conformément à l'article 16 du décret du 28 août 2023 susvisé.

Le service RATP sûreté tient un registre des suites apportées aux signalements effectués par le traitement ainsi que le nom et le prénom des personnes ayant accès aux signalements.

**Article 2** - L'information du public relative à l'emploi du traitement mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est délivrée par le biais :

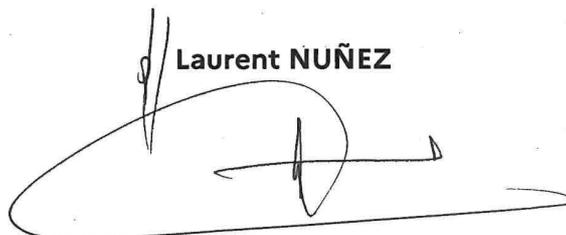
- de panneaux à chaque entrée des stations Porte de la Chapelle et Porte de Clignancourt ainsi que sur chaque quai desservant les stations concernées ;
- du site de la RATP : <https://www.ratp.fr/politique-general-de-confidentialite>, dont le contenu apporte des précisions sur les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation ainsi que les conditions d'exercice des droits des personnes.

**Article 3** - Les droits d'accès, de rectification et à la limitation des données s'exercent auprès du délégué à la protection des données de la RATP ; 54, quai de la Rapée – 75012 Paris (Tél : 01 58 77 41 83 – Mel : [protection-donnees@ratp.fr](mailto:protection-donnees@ratp.fr)), dans les conditions prévues au II de l'article 10 du décret du 28 août 2023 susvisé.

**Article 4** - La préfète, directrice du cabinet et le directeur du service RATP sûreté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de son affichage aux portes de la préfecture de police, sera publié au recueil des actes administratifs du département de Paris et consultable sur le site internet de la préfecture de police (<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr>).

Fait à Paris, le 13 DEC. 2024

Laurent NUÑEZ



La préfète, directrice du cabinet  
**Magali CHARBONNEAU**

Arrêté n° DUPA-2024-1650

4

## VOIES ET DELAIS DE RECOURS

---

Si vous estimez devoir contester le présent arrêté, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de son affichage aux portes de la préfecture de police ou à la date de sa publication au recueil des actes administratifs du département de Paris :

- **soit de saisir d'un RECOURS GRACIEUX**  
**le Préfet de Police**  
**7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP**
  
- **ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE**  
**auprès du Ministre de l'intérieur**  
**Direction des libertés publiques et des affaires juridiques**  
**place Beauvau - 75008 PARIS**
  
- **soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX**  
**le Tribunal administratif compétent**

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIÉRARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

Le recours CONTENTIEUX, qui vise à contester la LÉGALITÉ de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIÉRARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des recours GRACIEUX ou HIÉRARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.

Préfecture de Police

75-2024-12-04-00027

Arrêté DUPA n°2024-1601  
du 4 décembre 2024

portant communication des arrêtés de  
vidéoprotection à l'issue de la  
commission départementale de vidéoprotection  
du 04 octobre 2024

**Arrêté DUPA n°2024-1601  
du 4 décembre 2024  
portant communication des arrêtés de vidéoprotection à l'issue de la  
Commission départementale de vidéoprotection du 04 octobre 2024**

Le Préfet de Police,

**VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.254-2 ;

**VU** l'arrêté NOR IOCD 0762353A du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

**VU** l'avis de la Commission Départementale de Vidéoprotection du 04 octobre 2024 et les préconisations émises par cette instance après que celle-ci a entendu un représentant de la police nationale territorialement compétent ;

**SUR** proposition du directeur des usagers et des polices administratives,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Le préfet de police a autorisé 142 systèmes de vidéoprotection à la suite de la commission départementale de vidéoprotection du 04 octobre 2024.

La liste des autorisations d'installation ou de renouvellement d'un système de vidéoprotection prises après avis de la commission départementale de vidéoprotection suscitée est versée à l'annexe 1.

**Article 2 :**

Conformément à l'article R. 252-16 du code de la sécurité intérieure, toute demande de communication d'un arrêté figurant dans la liste versée à l'annexe 1 doit être effectuée par courrier électronique à l'adresse **pp-dupa-[\*\*PREFECTURE DE POLICE\*\*](mailto:pp-dupa-<b>videoprotection@interieur.gouv.fr</b></a></b> ou par voie postale à l'adresse suivante :</p></div><div data-bbox=)**

Direction des usagers et des polices administratives  
Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et  
de sécurité  
Bureau des polices administratives de sécurité  
Section vidéoprotection  
1 bis rue de Lutèce 75195 PARIS CEDEX 04

Arrêté DUPA n°2024-1601

### **Article 3 :**

Le directeur des usagers et des polices administratives, la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne et le directeur de la police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Paris, du portail des publications administratives de la ville de Paris et consultable sur le site internet de la préfecture de police (<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr>).

Pour le préfet de Police et par délégation

SIGNÉ

L'Adjointe à la sous-directrice des Polices  
Sanitaires Environnementales et de Sécurité

Laurence GIREL-GORIZZUTTI

Arrêté DUPA n°2024-1601

## VOIES ET DELAIS DE RECOURS

---

Si vous estimez devoir contester le présent arrêté, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de Paris :

**- soit de saisir le Préfet de Police d'un RECOURS GRACIEUX  
DUPA - Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de  
sécurité - Bureau des polices administratives de sécurité - 1 bis rue de  
Lutèce - 75195 PARIS CEDEX 04.**

**- ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE  
auprès du Ministre de l'intérieur  
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – SDLP – BLI –  
place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.**

**- soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX  
le Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 PARIS CEDEX  
04.**

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

Le recours CONTENTIEUX, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet

**Annexe1 : Liste des systèmes autorisés relatifs à l'installation ou au renouvellement d'un système de vidéoprotection après avis de la commission départementale de vidéoprotection du 4/10/2024**

| <b>Numéro de l'arrêté préfectoral I</b> | <b>Responsable de traitement</b> | <b>Qualité</b>                           | <b>Service (ou personne) auprès duquel s'exerce le droit d'accès</b>   | <b>Établissement</b> | <b>Lieu d'implantation des caméras</b> | <b>Date de l'arrêté</b> | <b>Arrdt</b> |
|---|----------------------------------|--|--|----------------------|--|-------------------------|--------------|
| 20191815<br>BVSR 75                     |                                  | responsable service sécurité BNP PARIBAS | Responsable de l'Agence / Responsable sécurité<br>1 rue du Colonel Driant<br>75001 PARIS<br>Tél : 01 88 88 94 81 | BNP PARIBAS          | 1 rue du Colonel Driant                | 26/11/2024              | 75001        |
| 20242170<br>VS 75                       | Matthieu PODEUR                  | directeur                                | Matthieu PODEUR<br>directeur<br>7 rue du 29 juillet<br>75001 PARIS<br>Tél : 06 23 13 13 52                       | ZAPI                 | 7 rue du 29 juillet                    | 10/10/2024              | 75001        |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                   |   |   |  |                       |            |       |
|-------------------|-------------------|---|---|--|-----------------------|------------|-------|
| 20242089<br>VS 75 | Florence<br>PAGES | responsable<br>administrative             | responsable<br>administrative<br>30 rue Godot de Mauroy<br>75009 PARIS<br>Tél : 06 43 54 77 58                                    | HILMER RETAIL<br>4                               | 24 rue Berger         | 26/11/2024 | 75001 |
| 20242181<br>VS 75 |                   | responsable<br>sécurité<br>BRED           | service sécurité BRED<br>4 route de la Pyramide<br>75012 PARIS<br>Tél : 01 48 98 68 42  | BRED BANQUE<br>POPULAIRE                         | 1 place de<br>l'Opéra | 10/10/2024 | 75002 |
| 20242176<br>VS 75 |                   | Le directeur<br>adjoint de la<br>sécurité | Le directeur adjoint de la<br>sécurité<br>26-28, rue Neuve<br>Tolbiac CS 91344<br>75633 PARIS CEDEX<br>13<br>Tél : 01 58 06 76 66 | CAISSE<br>D'EPARGNE<br>ILE-DE-FRANCE             | 24 rue de la<br>Paix  | 08/10/2024 | 75002 |
| 20241619<br>VS 75 | Agnès<br>BARNAY   | directrice                                | Agnès BARNAY<br>directrice<br>95 rue Richelieu 75002<br>PARIS<br>Tél : 01 42 61 48 20   | SIM H 1614 -<br>MERCURE<br>PARIS OPERA<br>LOUVRE | 95 rue<br>Richelieu   | 26/11/2024 | 75002 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                    |                        |  |  |                                      |            |       |
|-------------------|--------------------|------------------------|--|--|--------------------------------------|------------|-------|
| 20242248<br>VS 75 | Nicolas<br>SALTIEL | président              | Laura MAMAN<br>directrice<br>17 rue du<br>Quatre Septembre<br>75002 PARIS<br>Tél : 06 50 72 88<br>91 | OPERA HÔTEL<br>à l'enseigne<br>HÔTEL HANA          | 17 rue du<br>Quatre<br>Septembre     | 26/11/2024 | 75002 |
| 20241877<br>VS 75 | Louis GAD          | directeur du<br>réseau | directeur du réseau<br>8 rue Rossini<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 42 78 58 86                          | LA ROUTE DES<br>VINS PARIS                         | 94 rue<br>Montorgueil                | 10/10/2024 | 75002 |
| 20242028<br>VS 75 | Juliette<br>CERDAN | gérante                | Madame Juliette<br>CERDAN<br>31 boulevard Bonne<br>Nouvelle<br>75002 PARIS<br>Tél: 06 26 33 49 83    | BRASSERIE<br>ROSIE LOU -<br>BRASSERIE A<br>LA MODE | 31 boulevard<br>de Bonne<br>Nouvelle | 26/11/2024 | 75002 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                    |   |   |   |                          |            |       |
|-------------------|--------------------|---|---|---|--------------------------|------------|-------|
| 20241703<br>VS 75 | Jérôme BERT        | directeur<br>financier                    | Monsieur Sohail<br>CHAUDHARY<br>42 rue Etienne Marcel<br>75002 PARIS<br>Tél : 06 09 03 95 97                                      | PARIS OLS<br>SARL - LEVIS                                   | 42 rue Etienne<br>Marcel | 26/11/2024 | 75002 |
| 20242180<br>VS 75 |                    | Le directeur<br>adjoint de la<br>sécurité | Le directeur adjoint de la<br>sécurité<br>26-28, rue Neuve<br>Tolbiac CS 91344<br>75633 PARIS CEDEX<br>13<br>Tél : 01 58 06 76 66 | CAISSE<br>D'EPARGNE<br>ILE-DE-FRANCE                        | 42 rue de<br>Bretagne    | 10/10/2024 | 75003 |
| 20242259<br>VS 75 | Jean-Luc<br>BINARD | président                                 | direction<br>3 rue Bailly<br>75003 PARIS<br>Tél : 01 48 04 77 76  | SAS BAILLY à<br>l'enseigne<br>HOTEL UNE<br>AUTRE<br>CHAMBRE | 3 rue Bailly             | 08/10/2024 | 75003 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                      |  |  |  |                            |            |       |
|-------------------|----------------------|--|--|--|----------------------------|------------|-------|
| 20242212<br>VS 75 | Alexandre<br>BENICHO | représentant<br>de la société<br>COFIGROUP | Recep SELCUK<br>responsable de secteur<br>24 rue Saint Gilles<br>75003 PARIS<br>Tél : 01 44 54 03 80                     | COFIGILLES à<br>l'enseigne G20                               | 24 rue Saint-<br>Gilles    | 26/11/2024 | 75003 |
| 20242123<br>VS 75 | Christian<br>GURRIA  | directeur<br>manager                       | directeur manager<br>83-85 rue Saint Charles<br>75015 PARIS<br>Tél : 01 44 76 73 00                                      | CAFE SIRENE<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>STARBUCKS<br>COFFEE | 17 rue de<br>Turbigo       | 26/11/2024 | 75003 |
| 20242081<br>VS 75 | Julien<br>GHIRARDINI | country<br>manager                         | Julien<br>GHIRARDINI<br>country<br>manager<br>90 boulevard<br>Saint-Germain<br>75005<br>PARIS<br>Tél : 06 23 47 20<br>34 | BOLIA<br>INTERNATIONA<br>L                                   | 98 boulevard<br>Sébastopol | 10/10/2024 | 75003 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                    |   |  |   |   |            |       |
|--------------------|--------------------|---|--|---|---|------------|-------|
| 20242209<br>VS 75  | Frédéric<br>MAUGET | directeur<br>général                      | Armande FRANCOIS,<br>dpo<br>55 rue des Francs-<br>Bourgeois<br>75004 PARIS<br>Tél : 01 44 61 64 14 | CREDIT<br>MUNICIPAL DE<br>PARIS-CMP   | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé :</u></b><br>55-57 bis rue<br>des Francs-<br>Bourgeois<br>14-22 rue des<br>Blancs-<br>Manteaux | 08/10/2024 | 75004 |
| 20242237<br>VS 75  | Pierre<br>VIVARES  | curé de Saint-<br>Paul                    | curé de Saint-Paul<br>Tél : 01 42 72 30 32   | PAROISSE<br>SAINT PAUL -<br>SAINT LOUIS   | 5 passage<br>Saint-Paul   | 05/11/2024 | 75004 |
| 20240487<br>BVS 75 | Virgil VIENNE      | gestionnaire<br>des biens et<br>immeubles | Virgil VIENNE<br>6 rue des Entrepreneurs<br>78450 VILLEPREUX<br>Tél : 06 18 61 17 20               | ASSOCIATION<br>FRANCAISE DE<br>L'EGLISE DE<br>JESUS-CHRIST<br>DES SAINTS<br>DES DERNIERS<br>JOURS | 12 rue Saint<br>Merri   | 26/11/2024 | 75004 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                       |                     |   |  |  |            |       |
|-------------------|-----------------------|---------------------|---|--|--|------------|-------|
| 20241998<br>VS 75 | Louis GAD             | directeur du réseau | directeur du réseau<br>2 rue Rossini<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 42 78 58 86               | LA ROUTE DES<br>VINS PARIS               | 95 rue Saint-<br>Antoine                                   | 26/11/2024 | 75004 |
| 20242125<br>VS 75 | Thierry<br>COSTES     | président           | Léa SCHOENY -<br>coordinatrice<br>28 rue de Venise<br>75004 PARIS<br>Tél : 06 62 38 60 85 | CAFE<br>BEAUBOURG                        | 43 rue Saint-<br>Merri (angle<br>100 rue Saint-<br>Martin) | 26/11/2024 | 75004 |
| 20241539<br>VS 75 | Alexandre<br>GUARNERI | gérant              | Responsable boutique<br>41 rue du Temple<br>75004 PARIS<br>Tél : 01 71 93 08 15           | CORECONNEC<br>T à l'enseigne<br>HOMECORE | 41 rue du<br>Temple  | 26/11/2024 | 75004 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                                 |        |  |                                      |                                   |            |       |
|-------------------|---------------------------------|--------|--|--------------------------------------|-----------------------------------|------------|-------|
| 20242222<br>VS 75 | Mohammad<br>ALIPOUR<br>SERESHKI | gérant | Mohammad ALIPOUR<br>SERESHKI, gérant<br>61 bis<br>rue de la Verrerie<br>75004<br>PARIS<br>Stél : 01 42 78 00<br>76 | ZIBA à<br>l'enseigne<br>FREE'P' STAR | 61 bis rue de la<br>Verrerie      | 08/10/2024 | 75004 |
| 20242223<br>VS 75 | Mohammad<br>ALIPOUR<br>SERESHKI | gérant | Mohammad ALIPOUR<br>SERESHKI, gérant<br>61 rue de la Verrerie<br>75004 PARIS<br>Tél : 01 42 78 00 76               | ZIBA à<br>l'enseigne<br>FREE'P' STAR | 61 rue de la<br>Verrerie          | 08/10/2024 | 75004 |
| 20241698<br>VS 75 | Brittney<br>KOTTELES            | manger | Madame Brittney<br>KOTTELETES, manager<br>42 rue des Francs<br>Bourgeois<br>75004 PARIS                            | AMER SPORT<br>SAS<br>ARC'TERYX       | 42 rue des<br>Francs<br>Bourgeois | 26/11/2024 | 75004 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                       |                                |   |                     |  |            |       |
|-------------------|-----------------------|--------------------------------|---|---------------------|--|------------|-------|
| 20241448<br>VS 75 | Hassan<br>MEDJDOUB    | grant                          | Hassan MEDDJOUB<br>Tél : 06 27 89 67 35   | COTONDOUX           | 3 rue Sainte<br>Croix de la<br>Bretonnerie | 26/11/2024 | 75004 |
| 20242093<br>VS 75 | Gerges<br>MATAR       | responsable<br>informatique    | Gerges MATAR<br>responsable<br>informatique<br>34 rue du Faubourg<br>Saint-Antoine<br>75012 PARIS<br>Tél : 06 15 17 69 26 | NORMAL<br>FRANCE    | 74, rue de<br>Rivoli                       | 26/11/2024 | 75004 |
| 20242139<br>VS 75 | Ayse-Nur<br>KARAGUZEL | gestionnaire<br>administrative | Gokhan KARAGUZEL<br>9 avenue Irène et<br>Frédéric Joliot Curie<br>91130 RIS ORANGIS<br>Tél : 06 77 18 22 88               | BERNARD<br>SERVICES | 23 rue du<br>Temple                        | 26/11/2024 | 75004 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                      |   |  |   |   |            |       |
|-------------------|----------------------|---|--|---|---|------------|-------|
| 20242280<br>VS 75 | Mourad<br>HAKIM      | directeur<br>bâtiment,<br>services<br>techniques et<br>sécurité | Ndeye Fatou SEYE DPO<br>Tél : 01 40 51 34 97   | INSTITUT DU<br>MONDE ARABE                                | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé :</u></b><br><br>1 rue des<br>Fossés Saint-<br>Bernard | 26/11/2024 | 75005 |
| 20242202<br>VS 75 | Bernard<br>GRAF      | gérant  | Didier TURPIN<br>directeur général<br>159 route de Paris<br>76920 AMFREVILLE LA<br>MIVOIE<br>Tél : 02 35 07 86 80        | SARL K.S.1. à<br>l'enseigne KILO<br>SHOP SAINT-<br>MICHEL | 25 boulevard<br>Saint-Michel  | 10/10/2024 | 75005 |
| 20242080<br>VS 75 | Julien<br>GHIRARDINI | country<br>manager  | Julien<br>GHIRARDINI<br>country<br>manager<br>90 boulevard<br>Saint-Germain<br>75005<br>PARIS<br>Tél : 06 23 47 20<br>34 | BOLIA<br>INTERNATIONA<br>L                                | 90 boulevard<br>Saint-Germain   | 08/10/2024 | 75005 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                          |         |   |                               |                               |            |       |
|-------------------|--------------------------|---------|---|-------------------------------|-------------------------------|------------|-------|
| 20242177<br>VS 75 | Céline KHUN              | gérante | Céline KHUN, gérante<br>9 villa d'Este 75013<br>PARIS<br>Tél : 07 69 88 14 49                   | CIEL &<br>PLANTES             | 16 boulevard<br>Saint-Germain | 08/10/2024 | 75005 |
| 20242171<br>VS 75 | Marie-Laure<br>COULONJOU | gérante | Marie-Laure<br>COULONJOU<br>Gérante<br>Tél : 06 08 82 95 47                                     | LE JARDIN<br>SECRET           | 82 boulevard<br>de Port Royal | 08/10/2024 | 75005 |
| 20242153<br>VS 75 | Aritski<br>BENAMEUR      | gérant  | Gérant<br>19 quai Saint-Michel<br>75005 PARIS<br>Tél : 06 74 38 96 81                           | SARL TOU-RAZ                  | 19 quai Saint-<br>Michel      | 26/11/2024 | 75005 |
| 20242149<br>VS 75 | Toufik<br>CHIHEB         | gérant  | Toufik CHIHEB<br>gérant<br>88 boulevard Saint<br>Germain<br>75005 PARIS<br>Tél : 06 74 38 96 81 | SAINT-<br>GERMAIN<br>SOUVENIR | 88 boulevard<br>Saint-Germain | 26/11/2024 | 75005 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                          |   |  |   |                               |            |       |
|-------------------|--------------------------|---|--|---|-------------------------------|------------|-------|
| 20242150<br>VS 75 | Toufik<br>CHIHEB         | gérant  | Toufik CHIHEB<br>gérant<br>84 boulevard Saint<br>Germain<br>75005 PARIS<br>Tél : 06 74 38 96 81                                      | SAIN<br>T<br>GERMAIN<br>SOUVENIR  | 84 boulevard<br>Saint-Germain | 26/11/2024 | 75005 |
| 20241916<br>VS 75 | Alexandre<br>INVANOV     | chef du<br>service<br>sécurité,<br>logistique et<br>bâtiments | Alexandre INVANOV<br>chef du service sécurité,<br>logistique et bâtiments<br>14 rue Bonaparte<br>75006 PARIS<br>Tél : 01 55 04 51 51 | ECOLE<br>NATIONALE<br>SUPERIEURE<br>D'ARCHITECTU<br>RE<br>PARIS-<br>MALAQUAIS | 1 rue Jacques<br>Callot       | 08/10/2024 | 75006 |
| 20242121<br>VS 75 | Juan Luis<br>FAJARDO     | gérant  | Juan Luis FAJARDO,<br>gérant<br>19 rue Littré 75006<br>PARIS<br>Tél : 06 87 10 01 28   | ANDALUZ à<br>l'enseigne<br>LE CHIEN<br>ANDALOU                                | 19 rue Littré                 | 08/10/2024 | 75006 |
| 20242113<br>VS 75 | Sussan<br>SHOKRANIA<br>N | gérante   | Sussan<br>SHOKRANIANGérante23<br>rue Saint-Sulpice75006<br>PARISTél : 06 66 42 25<br>68  | SUSSAN<br>SHOKRANIAN<br>EURL à<br>l'enseigne<br>SUSSAN<br>SHOKRANIAN          | 23 rue Saint-<br>Sulpice      | 10/10/2024 | 75006 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                                    |                     |  |   |                               |            |       |
|-------------------|------------------------------------|---------------------|--|---|-------------------------------|------------|-------|
| 20242134<br>VS 75 | Béatrice<br>MIARA                  | Finance<br>director | DIRECTION DU<br>MAGASIN<br>53 rue du Four<br>75006 PARIS<br>Tél : 01 45 48 94 35                                       | VF J FRANCE à<br>l'enseigne<br>TIMBERLAND                 | 53 rue du Four                | 26/11/2024 | 75006 |
| 20242258<br>VS 75 | Vendémiaire<br>NADD-<br>MITTERRAND | président           | Vendémiaire NADD-<br>MITTERRAND,<br>président<br>54 rue de La Tour-<br>Maubourg<br>75007 PARIS<br>Tél : 01 47 05 89 86 | SAS TM7<br>RESTAURATIO<br>N<br>à l'enseigne<br>VENDEMAIRE | 54 rue de La<br>Tour-Maubourg | 08/10/2024 | 75007 |
| 20242152<br>VS 75 | Toufik<br>CHIHEB                   | gérant              | gérant<br>12 avenue Rapp<br>75007 PARIS<br>Tél : 06 74 38 96 81  | SAINT-<br>GERMAIN<br>SOUVENIR                             | 12 avenue<br>Rapp             | 26/11/2024 | 75007 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                      |  |   |  |  |            |       |
|-------------------|----------------------|--|---|--|--|------------|-------|
| 20242027<br>VS 75 | Arnaud<br>SAINT-JEAN | responsable<br>sécurité<br>sûreté                                    | DIRECTION SECURITE<br>SURETE<br>61 rue de Galilée<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 40 73 54 00  | CHRISTIAN<br>DIOR<br>COUTURE<br>15 RUE<br>VERNET | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé :</u></b><br>37 rue Bassano<br>7 rue Vernet<br>9 rue Vernet<br>11 rue Vernet<br>11 bis rue<br>Vernet<br>15 rue Vernet<br>58 rue Galilée | 05/11/2024 | 75008 |
| 20242073<br>VS 75 | Eric DUBOIS          | directeur<br>administratif,<br>financier et<br>relations<br>humaines | Eric DUBOIS<br>directeur administratif,<br>financier et relations<br>humaines<br>12 chemin des Gorges<br>69570 DARDILLY<br>Tél : 06 44 25 86 15 | MAISON ZILLI                                     | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé :</u></b><br>48 rue François<br>1er<br>23 rue Marbeuf   | 10/10/2024 | 75008 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                         |                               |   |                          |   |            |       |
|--------------------|-------------------------|-------------------------------|---|--------------------------|---|------------|-------|
| 20190829<br>VSR 75 | Pascaline<br>COUTELLIER | responsable<br>sécurité       | Pascaline<br>COUTELLIER,<br>présidente<br>114 avenue<br>des Champs-<br>Elysées<br>75008 PARIS             | APPLE RETAIL<br>France   | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé</u></b><br>114 avenue<br>des Champs-<br>Elysées<br>1 rue<br>Washington | 08/10/2024 | 75008 |
| 20210385<br>BVS 75 |                         | Le<br>responsable<br>sécurité | service sécurité Bred<br>Tél : 01 48 98 68 42   | BRED BANQUE<br>POPULAIRE | 40 rue La<br>Boétie   | 10/10/2024 | 75008 |
| 20241953<br>VS 75  | Gilbert<br>COSTES       | président                     | Léa SCHOENY<br>coordinatrice<br>opérationnelle<br>28 rue de Venise<br>75004 PARIS<br>Tél : 06 62 38 66 85 | LA MAISON DU<br>CAVIAR   | 21 rue Quentin<br>Bauchart  | 26/11/2024 | 75008 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                       |            |   |   |                         |            |       |
|-------------------|-----------------------|------------|---|---|-------------------------|------------|-------|
| 20242043<br>VS 75 | Ludovic<br>GEORGES    | gérant     | Directeur<br>124 rue La Boétie<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 82 73 26 09                             | SAS<br>SEVENFOR2<br>à l'enseigne<br>BURGER KING                         | 124 rue La<br>Boétie    | 26/11/2024 | 75008 |
| 20242112<br>VS 75 | Samuel<br>TOKAEV      | gérant     | Samuel TOKAEV<br>gérant<br>59 rue des Mathurins<br>75008 PARIS<br>Tél : 06 59 93 23 59            | SAS CAFEFINE<br>8   | 59 rue des<br>Mathurins | 26/11/2024 | 75008 |
| 20242191<br>VS 75 | Sarah EL<br>SHALAKANI | présidente | Sarah EL SHALAKANI<br>présidente<br>64 avenue des Gobelins<br>75013 PARIS<br>Tél : 06 58 63 94 39 | LES ARMOIRES<br>DE PARIS<br>à l'enseigne<br>INSPIRE<br>CONCEPT<br>STORE | 13 rue<br>d'Amsterdam   | 08/10/2024 | 75008 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                     |                     |   |  |                                     |            |       |
|--------------------|---------------------|---------------------|---|--|-------------------------------------|------------|-------|
| 20242085<br>VS 75  | David<br>MOLINA     | gérant              | David MOLINATél : 06<br>34 21 67 79   | CHOISY -<br>CDEGRIF DES<br>STOCKS                                    | 13 rue de la<br>Boétie              | 26/11/2024 | 75008 |
| 20190400<br>VSR 75 | Benjamin<br>SORIANO | directeur<br>sûreté | Direction du magasin<br>74 avenue des Champs<br>Elysées (Galérie<br>Claridge) 75008 PARIS<br>Tél : 01 53 53 64 15 | FNAC DARTY<br>PARTICIPATION<br>S ET SERVICES<br>à l'enseigne<br>FNAC | 74 avenue des<br>Champs-<br>Elysées | 26/11/2024 | 75008 |
| 20242215<br>VS 75  | Laurent LEVY        | président           | Marie-Christine REIS<br>responsable frais<br>généraux<br>74 rue Laugier<br>75017 PARIS<br>Tél : 01 44 40 40 04    | OPTICAL<br>CENTER  | 18 rue de la<br>Pépinière           | 08/10/2024 | 75008 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                         |                         |   |  |                                    |            |       |
|--------------------|-------------------------|-------------------------|---|--|------------------------------------|------------|-------|
| 20241858<br>VS 75  | Denis<br>CHANDEDRI<br>S | directeur<br>général    | Monsieur Denis<br>CHANDERIS<br>directeur général<br>4 rue Gustave Rouannet<br>75018 PARIS<br>Tél : 06 20 69 66 95 | CENTRE<br>D'IMAGERIE<br>MEDICALE<br>GOMOT                              | 9 rue de Daru                      | 26/11/2024 | 75008 |
| 20191287<br>VSR 75 |                         | responsable<br>sécurité | responsable sécurité<br>1 avenue de la<br>Libération<br>63000 CLERMONT-<br>FERRAND<br>Tél : 04 73 30 59 38        | CREDIT<br>AGRICOLE<br>CENTRE<br>FRANCE                                 | 20 boulevard<br>Montmartre         | 08/10/2024 | 75009 |
| 20240959<br>VS 75  | Sébastien<br>GESNIN     | gérant                  | Sébastien GESNIN<br>gérant<br>55 boulevard de<br>Rochechouart<br>75009 PARIS<br>Tél : 01 42 81 91 00              | INVEST HOTEL<br>CARLTON'S à<br>l'enseigne<br>HOTEL<br>ROCHECHOUA<br>RT | 55 boulevard<br>de<br>Rochechouart | 08/10/2024 | 75009 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                     |                             |   |  |  |            |       |
|-------------------|---------------------|-----------------------------|---|--|--|------------|-------|
| 20242029<br>VS 75 | Florian<br>THIELEN  | directeur                   | Florian THIELEN<br>Directeur 65 rue Blanche<br>75009 PARIS Tél : 06 71<br>17 06 30                                  | HOTEL R.<br>KIPLING                                | 65 rue Blanche   | 26/11/2024 | 75009 |
| 20242002<br>VS 75 | Aurore<br>MOUSSAINT | directrice du<br>restaurant | Aurore MOUSSAINT<br>directrice du restaurant<br>30 boulevard des<br>Italiens<br>75009 PARIS<br>Tél : 01 47 70 33 28 | PARIT 55 à<br>l'enseigne LE<br>PARADIS DU<br>FRUIT | 30 boulevard<br>des Italiens   | 05/11/2024 | 75009 |
| 20241631<br>VS 75 | Claudio<br>PASTA    | directeur<br>général        | Claudio PASTA,<br>directeur général<br>27 rue du Faubourg<br>Saint-Honoré<br>75008 PARIS<br>Tél : 07 87 28 47       | POMELLATO<br>PARIS                                 | 40 boulevard<br>Haussmann -<br>galerie<br>Lafayette /<br>Rez-de-<br>Chaussée -<br>coupole 75009<br>PARIS | 26/11/2024 | 75009 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                           |                         |   |  |  |            |       |
|-------------------|---------------------------|-------------------------|---|--|--|------------|-------|
| 20242148<br>VS 75 | Toufik<br>CHIHEB          | gérant                  | Toufik CHIHEB, gérant<br>9 rue Auber<br>75009 PARIS<br>Tél : 06 74 38 96 81 | SAINT-<br>GERMAIN<br>SOUVENIR  | 9 rue Auber  | 26/11/2024 | 75009 |
| 20241996<br>VS 75 | Louis GAD                 | directeur du<br>réseau  | directeur du réseau<br>2 rue Rossini<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 42 78 58 86 | LA ROUTE DES<br>VINS PARIS   | 59 rue du<br>Faubourg<br>Saint-Denis   | 26/11/2024 | 75010 |
| 20242049<br>VS 75 | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique | Robert BORIELLO<br>responsable du point de<br>vente<br>Té l: 01 43 45 20 13 | LAGARDERE<br>TRAVEL RETAIL<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>RELAY PARIS<br>EST | Hall gare de<br>l'Est, dos aux<br>voies 25/26,<br>PDV 322214<br>place du 11<br>novembre 1918 | 26/11/2024 | 75010 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                           |  |   |   |   |            |       |
|-------------------|---------------------------|--|---|---|---|------------|-------|
| 20242050<br>VS 75 | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique                                      | Lilia AIT OUZZOU<br>responsable du point de<br>venteTél: 01 40 18 02 04                     | LAGARDERE<br>TRAVEL RETAIL<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>RELAY PARIS<br>NORD | gare du Nord,<br>face à la voie<br>19, PDV<br>325266, 122<br>rue de<br>Maubeuge | 26/11/2024 | 75010 |
| 20242193<br>VS 75 | Frédéric<br>MOUHICA       | directeur des<br>opérations<br>gares /<br>aéroports<br>AREAS | le directeur<br>4 rue du 8 Mai 1945<br>75010 PARIS<br>Tél : 01 44 89 27 01                  | CONCESSIONS<br>GARES<br>FRANCE<br>à l'enseigne<br>MAISON<br>PRADIER         | Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai<br>1945   | 08/10/2024 | 75010 |
| 20242186<br>VS 75 | Frédéric<br>MOUHICA       | directeur des<br>Marchés<br>gares et<br>aéroports<br>Areas   | Le directeur<br>Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai 1945<br>75010 PARIS<br>Tél : 01 44 89 27 01 | CONCESSION<br>GARES<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>STARBUCKS                  | Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai<br>1945   | 08/10/2024 | 75010 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                     |  |   |   |   |            |       |
|-------------------|---------------------|--|---|---|---|------------|-------|
| 20242194<br>VS 75 | Frédéric<br>MOUHICA | directeur des<br>Marchés<br>gares et<br>aéroports<br>Areas | Le directeur<br>Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai 1945<br>75010 PARIS<br>Tél : 01 44 89 27 01 | CONCESSION<br>GARES<br>FRANCE à<br>l'enseigne GO<br>JOHNNY GO         | Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai<br>1945 | 08/10/2024 | 75010 |
| 20242190<br>VS 75 | Frédéric<br>MOUHICA | directeur des<br>Marchés<br>gares et<br>aéroports<br>Areas | Le directeur<br>Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai 1945<br>75010 PARIS<br>Tél : 01 44 89 27 01 | CONCESSION<br>GARES<br>FRANCE à<br>l'enseigne EXKI                    | Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai<br>1945 | 09/10/2024 | 75010 |
| 20242192<br>VS 75 | Frédéric<br>MOUHICA | directeur des<br>Marchés<br>gares et<br>aéroports<br>Areas | Le directeur<br>Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai 1945<br>75010 PARIS<br>Tél : 01 44 89 27 01 | CONCESSION<br>GARES<br>FRANCE à<br>l'enseigne LE<br>PAIN<br>QUOTIDIEN | Gare de l'Est<br>4 rue du 8 Mai<br>1945 | 09/10/2024 | 75010 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                      |  |  |  |                                   |            |       |
|--------------------|----------------------|--|--|--|-----------------------------------|------------|-------|
| 20242203<br>VS 75  | Céline DENG          | gérante                                      | Céline DENG72<br>boulevard de<br>Strasbourg75010<br>PARISTél : 06 52 58 58<br>85                         | TABAC DE<br>L'EST  | 72 boulevard<br>de Strasbourg     | 08/10/2024 | 75010 |
| 20241975<br>VS 75  | Philippe<br>SZPRYCER | responsable<br>des<br>ressources<br>humaines | responsable des<br>ressources humaines<br>95 boulevard de<br>Magenta 75010 PARIS<br>Tél : 01 40 22 05 50 | PRICE INTER  | 93 bis<br>boulevard de<br>Magenta | 26/11/2024 | 75010 |
| 20191889<br>VSR 75 | Solène<br>SOUWEINE   | directrice                                   | Solène SOUWEINE,<br>directrice<br>53 rue Richard Lenoir<br>75011 PARIS<br>Tél : 01 43 79 75 67           | SAS PARHOTEL<br>à l'enseigne<br>MERCURE<br>PARIS<br>BASTILLE<br>MARAIS | 53 rue Richard<br>Lenoir          | 08/10/2024 | 75011 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                     |                      |   |   |                                     |            |       |
|-------------------|---------------------|----------------------|---|---|-------------------------------------|------------|-------|
| 20242138<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général | Service Juridique<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44        | MONDIAL<br>RELAY-<br>CONSIGNE<br>N° 20944 | 60 rue du<br>Chemin Vert            | 08/10/2024 | 75011 |
| 20242167<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N°26155 | 4 rue François<br>de<br>Neufchâteau | 09/10/2024 | 75011 |
| 20241458<br>VS 75 | Mélissa KOSE        | gérante              | Mélissa KOSE<br>gérante<br>81 rue Saint-Fargeau<br>75020 PARIS  | AVA SARL -<br>STOLLEN<br>MOON             | 4 rue Gambey                        | 26/11/2024 | 75011 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                       |           |  |                                     |                           |            |       |
|-------------------|-----------------------|-----------|--|-------------------------------------|---------------------------|------------|-------|
| 20242157<br>VS 75 | Kessaven<br>NARRAINEN | PDG       | Kessaven<br>NARRAINEN<br>PDG<br>3 rue de Lappe<br>75011<br>PARIS<br>Tél : 06 64 92 08<br>97                    | SKM SAS à<br>l'enseigne BLUE<br>BAY | 3 rue de Lappe            | 26/11/2024 | 75011 |
| 20242216<br>VS 75 | Laurent LEVY          | président | Marie-Christine REIS<br>responsable frais<br>généraux<br>74 rue Laugier<br>75017 PARIS<br>Tél : 01 44 40 40 04 | OPTICAL<br>CENTER                   | 43 boulevard<br>Voltaire  | 08/10/2024 | 75011 |
| 20242229<br>VS 75 | Laurent LEVY          | président | Laurent LEVY<br>président<br>74 rue Laugier<br>75017 PARIS<br>Tél : 01 44 40 40 04                             | OPTICAL<br>CENTER                   | 117 boulevard<br>Voltaire | 26/11/2024 | 75011 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                           |                               |  |  |  |            |       |
|--------------------|---------------------------|-------------------------------|--|--|--|------------|-------|
| 20191264<br>VSR 75 |                           | Le chargé de<br>sécurité      | centre de conseil et de<br>service<br>sécurité réseaux<br>4 rue Raffaisen<br>67000 STRASBOURG<br>Tél : 01 55 48 68 41                            | CICPARIS<br>DAUMESNIL<br>ANNEXE  | 190 avenue<br>Daumesnil                                  | 26/11/2024 | 75012 |
| 20210426<br>BVS 75 |                           | Le<br>responsable<br>sécurité | service sécurite Bred<br>Tél : 01 48 98 68 42  | BRED BANQUE<br>POPULAIRE   | 39 boulevard<br>Diderot                                  | 10/10/2024 | 75012 |
| 20242056<br>VS 75  | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique       | David BEGHIN<br>responsable du point de<br>vente<br>salle Diderot, place<br>Louis Armand, Gare de<br>Lyon<br>75012 PARIS<br>Tél : 01 43 47 32 36 | LAGARDERE<br>TRAVAIL<br>RETAIL<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>323279 PARIS<br>LYON DIDEROT<br>SNCF | salle Diderot,<br>place Louis<br>Armand, Gare<br>de Lyon | 05/11/2024 | 75012 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                           |                         |   |  |  |            |       |
|-------------------|---------------------------|-------------------------|---|--|--|------------|-------|
| 20242048<br>VS 75 | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique | Aimée MOUANGA<br>responsable du point de<br>vente Tél : 01 43 45 21<br>54     | LAGARDERE<br>TRAVEL RETAIL<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>312199 LYON<br>BOISSY 1 RER            | 20 boulevard<br>Diderot, gare<br>de Lyon / quai<br>RER A   | 10/10/2024 | 75012 |
| 20242051<br>VS 75 | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique | Nathalie BRILLANT<br>responsable du point de<br>vente<br>Tél : 01 43 45 20 13 | LAGARDERE<br>TRAVEL RETAIL<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>323337 PARIS<br>LYON H3<br>CHALON SNCF | Cité Chalon<br>place Fresnay -<br>place Louis<br>Armand gare<br>de Lyon                              | 26/11/2024 | 75012 |
| 20242052<br>VS 75 | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique | Nathalie BRILLANT<br>responsable du point de<br>vente<br>Tél : 01 43 45 20 13 | LAGARDERE<br>TRAVEL RETAIL<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>RELAY LYON<br>ECHANGES<br>RER          | RER gare de<br>Lyon, salle<br>échange,<br>correspondanc<br>e RER A/D -<br>lignes 1/14,<br>PDV 312512 | 26/11/2024 | 75012 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                     |                             |   |  |   |            |       |
|--------------------|---------------------|-----------------------------|---|--|---|------------|-------|
| 20240931<br>BVS 75 | Laurent<br>PONDRUEL | directeur<br>d'exploitation | directeur d'exploitation<br>gare de Lyon, place<br>Louis Armand<br>75012 PARIS<br>Tél : 06 64 08 42 53  | SSP PARIS<br>à l'enseigne<br>POKE HOUSE    | hall 3 - gare de<br>Lyon, place<br>Louis Armand | 08/10/2024 | 75012 |
| 20242141<br>VS 75  | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général        | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N°21716  | 106 cours de<br>Vincennes                       | 09/10/2024 | 75012 |
| 20242159<br>VS 75  | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général        | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N° 26001 | 46 rue Coriolis                                 | 08/10/2024 | 75012 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                            |                                   |   |  |  |            |       |
|-------------------|----------------------------|-----------------------------------|---|--|--|------------|-------|
| 20242172<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID        | directeur<br>général              | Service client dédié<br>DPO1 avenue de<br>l'Horizon59650<br>VILLENEUVE<br>D'ASCQTél : 09 70 26<br>52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE N°<br>25432 | 82 bis avenue<br>Ledru Rollin  | 10/10/2024 | 75012 |
| 20242092<br>VS 75 | Princess Mary<br>Joy LUGTU | directrice                        | Princess Mary Joy<br>LUGTU<br>directrice<br>12 rue de Madagascar<br>75012 PARIS<br>Tél : 07 50 49 25 16 | ALEXA CAFE                                 | 12 rue de<br>Madagascar  | 10/10/2024 | 75012 |
| 20242078<br>VS 75 | Aurélien DE<br>MEAUX       | station<br>success<br>coordinator | station success<br>coordinator<br>104 rue de Richelieu<br>75002 PARIS<br>Tél : 01 86 65 99 99           | ELECTRA                                    | parking<br>Saemes<br>Méditerranée –<br>gare de Lyon<br>26 rue de<br>Chalon | 08/10/2024 | 75012 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                     |                    |                         |  |                   |                               |            |       |
|---------------------|--------------------|-------------------------|--|-------------------|-------------------------------|------------|-------|
| 20242218<br>VS 75   | Laurent LEVY       | président               | Marie-Christine REIS<br>responsable frais<br>généraux<br>74 rue Laugier<br>75017 PARIS<br>Tél : 01 44 40 40 04 | OPTICAL<br>CENTER | 63 bis avenue<br>Ledru Rollin | 10/10/2024 | 75012 |
| 20084051<br>BVSr 75 | Philippe<br>MAITRE | directeur<br>commercial | SURETE<br>19 place de la<br>Résistance<br>92130 ISSY-LES-<br>MOULINEAUX<br>Tél : 01 41 09 63 38                | PICARD            | 58-60 rue de<br>Tolbiac       | 08/10/2024 | 75013 |
| 20140291<br>VSR 75  | Philippe<br>MAITRE | directeur<br>commercial | SURETE<br>19 place de la<br>Résistance<br>92130 ISSY-LES-<br>MOULINEAUX<br>Tél : 01 41 09 63 38                | PICARD            | 194 rue de<br>Tolbiac         | 26/11/2024 | 75013 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                         |                      |  |  |                                    |            |       |
|-------------------|-------------------------|----------------------|--|--|------------------------------------|------------|-------|
| 20241986<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID     | directeur<br>général | Service client dédié<br>DPO1 avenue de<br>l'Horizon59650<br>VILLENEUVE<br>D'ASCQTél : 09 70 26<br>52 44  | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE N°<br>25433 | 16 avenue de<br>la Porte d'Italie  | 10/10/2024 | 75013 |
| 20242268<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID     | directeur<br>général | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44  | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N°24893  | 34 rue Abel<br>Hovelacque          | 05/11/2024 | 75013 |
| 20242164<br>VS 75 | Ting Jin<br>Vincent JIA | gérant               | Ting Jin Vincent JIA<br>gérant<br>25 boulevard Auguste<br>Blanqui<br>75013 PARIS<br>tél : 01 45 80 20 10 | TABAC LE<br>CELTIQUE                       | 25 boulevard<br>Auguste<br>Blanqui | 10/10/2024 | 75013 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                     |                               |  |   |  |  |            |       |
|---------------------|-------------------------------|--|---|--|--|------------|-------|
| 20242168<br>VS 75   | Jérôme<br>TRMAL               | directeur<br>sûreté                      | Jérôme TRMAL<br>directeur sûreté<br>10 cité du Retiro<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 70 63 77                                 | SITE<br>FONDATION<br>CARTIER POUR<br>L'ART<br>CONTEMPORAI<br>N | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé :</u></b><br><br>261 boulevard<br>Raspail | 26/11/2024 | 75014 |
| 20241429<br>VS 75   | Aurélie<br>TIMSIT-<br>SROUSSI | directrice                               | Aurélien DEPRET<br>directeur qualité<br>64 rue du Rocher<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 53 42 22 11                           | HOPITAL<br>LEOPOLD<br>BELLAN                                   | 185 C rue<br>Raymond<br>Losserand  | 08/10/2024 | 75014 |
| 20191903<br>BVSr 75 |                               | Le<br>responsable<br>service<br>sécurité | Responsable de<br>l'agence/responsable<br>sécurité 53 avenue du<br>Général Leclerc<br>75014 PARIS<br>Tél : 01 78 95 01 81 | BNP PARIBAS  | 53 avenue du<br>Général<br>Leclerc   | 08/10/2024 | 75014 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                     |                         |   |  |                        |            |       |
|--------------------|---------------------|-------------------------|---|--|------------------------|------------|-------|
| 20084045<br>VSR 75 | Philippe<br>MAITRE  | directeur<br>commercial | SURETE19 place de la<br>Résistance92130 ISSY-<br>LES-MOULINEAUXTél :<br>01 41 09 63 38                  | PICARD                                     | 3 rue Brézin           | 26/11/2024 | 75014 |
| 20242250<br>VS 75  | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général    | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE N°<br>26112 | 65 boulevard<br>Brune  | 05/11/2024 | 75014 |
| 20242132<br>VS 75  | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général    | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N°20088  | 196 avenue du<br>Maine | 26/11/2024 | 75014 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                    |                             |   |  |                              |            |       |
|-------------------|--------------------|-----------------------------|---|--|------------------------------|------------|-------|
| 20241888<br>VS 75 | Qiong Liu          | gérante                     | Madame Qiiiong LIU,<br>gérante<br>80 avenue du Maine<br>75014 PARIS<br>Tél: 01 48 012 05 08                               | FL SARL                                  | 80 avenue du<br>Maine        | 26/11/2024 | 75014 |
| 20242240<br>VS 75 | Jeremy<br>VUILLAME | gérant                      | Monsieur Jeremy<br>VUILLAME gérant<br>11 boulevard Edgar<br>Quinet 75014<br>75018 PARIS<br>Tél : 06 69 79 17 52           | SAA FJCAFE à<br>l'enseigne LA<br>LIBERTE | 11 boulevard<br>Edgar Quinet | 05/11/2024 | 75014 |
| 20242090<br>VS 75 | Gerges<br>MATAR    | responsable<br>informatique | Gerges MATAR<br>responsable<br>informatique<br>34 rue du Faubourg<br>Saint-Antoine<br>75012 PARIS<br>Tél : 06 15 17 69 26 | NORMAL<br>FRANCE                         | 121-123 rue<br>d'Alésia      | 08/10/2024 | 75014 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |          |  |   |                                      |                               |            |       |
|--------------------|----------|--|---|--------------------------------------|-------------------------------|------------|-------|
| 20241333<br>VS 75  | Eric BAR | responsable<br>des affaires<br>générales | Le responsable des<br>affaires généralesTél :<br>01 53 78 54 00   | STUDIOS DE<br>FRANCE                 | 87 quai André<br>Citroën      | 26/11/2024 | 75015 |
| 20191263<br>VSR 75 |          | Le chargé de<br>sécurité                 | centre de conseil et de<br>service<br>sécurité réseaux<br>4 rue Raffaisen<br>67000 STRASBOURG<br>Tél : 01 55 48 68 41 | CIC PARIS<br>MONTPARNAS<br>SE        | 29 boulevard<br>de Vaugirard  | 26/11/2024 | 75015 |
| 20242184<br>VS 75  |          | directrice<br>adjointe de la<br>sécurité | directrice adjointe de la<br>sécurité<br>26/28 rue Neuve Tolbiac<br>- CS 91344<br>75013 PARIS<br>Tél : 01 58 06 76 66 | CAISSE<br>D'EPARGNE<br>ILE-DE-FRANCE | 221 rue de la<br>Croix Nivert | 08/10/2024 | 75015 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                           |                         |   |  |  |            |       |
|-------------------|---------------------------|-------------------------|---|--|--|------------|-------|
| 20242053<br>VS 75 | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique | Fabrice LE GALL<br>responsable du point de<br>vente<br>Tél : 01 42 79 00 16                             | LAGARDERE<br>TRAVEL RETAIL<br>FRANCE à<br>l'enseigne<br>324244 PARIS<br>MONTP H1 V24<br>SNCF | 17 boulevard<br>de Vaugirard<br>gare<br>Montparnasse | 10/10/2024 | 75015 |
| 20242160<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID       | directeur<br>général    | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY<br>CONSIGNE N°<br>25996   | 19 rue Robert<br>Lindet                              | 08/10/2024 | 75015 |
| 20242154<br>VS 75 | Bin ZHANG                 | gérant                  | Bin ZHANG, gérant<br>180 rue Lecourbe<br>75015 PARIS<br>Tél : 06 18 56 10 12                            | PARFUMERIE<br>PP BEAUTY  | 180 rue<br>Lecourbe                                  | 08/10/2024 | 75015 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                   |                        |  |                               |   |            |       |
|-------------------|-------------------|------------------------|--|-------------------------------|---|------------|-------|
| 20242075<br>VS 75 | Virginie<br>REISS | directrice<br>générale | Sophie<br>MALARDdirectrice<br>département sécurité22<br>rue Bergère75009<br>PARISTél : 01 55 78 88<br>88 | PULL AND<br>BEAR              | CENTRE<br>COMMERCIAL<br>BEAUGRENEL<br>LE12 rue Linois | 05/11/2024 | 75015 |
| 20242144<br>VS 75 | Toufik<br>CHIHEB  | gérant                 | Toufik CHIHEB, gérant<br>9 avenue de Suffren<br>75015 PARIS<br>tél : 06 74 38 96 81                      | EIFFEL<br>SHOPPING            | 9 avenue de<br>Suffren                                | 08/10/2024 | 75015 |
| 20242147<br>VS 75 | Toufik<br>CHIHEB  | gérant                 | Toufik CHIHEB<br>gérant<br>36 avenue de Suffren<br>75015 PARIS<br>Tél : 06 74 38 96 81                   | SAINT-<br>GERMAIN<br>SOUVENIR | 36 avenue de<br>Suffren                               | 26/11/2024 | 75015 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                       |                                 |   |  |   |            |       |
|--------------------|-----------------------|---------------------------------|---|--|---|------------|-------|
| 20242253<br>VS 75  | Benjamin<br>BOULANGER | directeur<br>général<br>délégué | Cyril MASSE,<br>responsable IT<br>1 chemin de la Croix<br>Catelan<br>75016 PARIS<br>Tél : 01 45 27 88 98              | SAS<br>LAGARDERE<br>PARIS RACING<br>RESSOURCES | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé :</u></b><br>1 chemin de la<br>Croix Catelan | 08/10/2024 | 75016 |
| 20080482<br>VSR 75 |                       | chargé de<br>sécurité           | centre de conseil et de<br>service<br>sécurité réseaux<br>4 rue Raffaisen<br>67000 STRASBOURG<br>Tél : 09.69.36.17.17 | CIC<br>IBERBANCO<br>PARIS-LA<br>POMPE          | 51 rue de la<br>Pompe   | 08/10/2024 | 75016 |
| 20242086<br>VS 75  | Julien<br>GHIRARDINI  | country<br>manager              | Julien GHIRARDINI<br>country manager<br>90 boulevard Saint-<br>Germain<br>75005 PARIS<br>Tél : 06 23 47 20 34         | BOLIA<br>INTERNATIONA<br>L                     | 28 avenue<br>Victor Hugo  | 26/11/2024 | 75016 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                  |  |   |  |   |            |       |
|-------------------|------------------|--|---|--|---|------------|-------|
| 20242233<br>VS 75 | Jérôme<br>MLAKAR | directeur<br>sûreté /<br>sécurité        | Jérôme MLAKAR<br>directeur sûreté /<br>sécurité   | SHANGRI-LA<br>HOTELS<br>(PARIS) à<br>l'enseigne<br>SHANGRI-LA<br>PARIS | <b><u>Périmètre<br/>vidéoprotégé</u></b><br>:8-10 avenue<br>d'Iéna8-10 rue<br>Fresnel | 20/11/2024 | 75116 |
| 20240955<br>VS 75 | Haya ELBAZ       | présidente                               | Haya ELBAZ<br>présidente<br>78 rue de Saussure<br>75017 PARIS<br>Tél : 06 50 07 01 40                                 | BETH HABAD<br>SAUSSURE   | 78 rue de<br>Saussure   | 26/11/2024 | 75017 |
| 20242182<br>VS 75 |                  | directrice<br>adjointe de la<br>sécurité | directrice adjointe de la<br>sécurité<br>26/28 rue Neuve Tolbiac<br>- CS 91344<br>75013 PARIS<br>Tél : 01 58 06 76 66 | CAISSE<br>D'EPARGNE<br>ILE-DE-FRANCE                                   | 51 avenue de<br>Saint-Ouen  | 08/10/2024 | 75017 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                    |                                 |   |  |                        |            |       |
|--------------------|--------------------|---------------------------------|---|--|------------------------|------------|-------|
| 20191905<br>VSR 75 |                    | Le responsable service sécurité | Responsable de l'agence/responsable sécurité<br>15 rue des Batignolles<br>75017 PARIS<br>Tél : 01 78 95 01 81 | BNP PARIBAS  | 15 rue des Batignolles | 05/11/2024 | 75017 |
| 20141414<br>VSR 75 | Sébastien FRANCOIS | mandataire                      | Sébastien FRANCOIS mandataire<br>36 rue du Montcel<br>95430 AUVERS-SUR-OISE<br>Tél : 01 58 05 10 00           | SARL HOTEL ARC ACACIAS à l'enseigne ARCHETYPE ETOILE | 6 rue des Acacias      | 08/10/2024 | 75017 |
| 20242003<br>VS 75  | Louis GAD          | directeur du réseau             | directeur du réseau<br>8 rue Rossini<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 42 78 58 86                                   | LA ROUTE DES VINS PARIS                              | 10 rue Poncelet        | 26/11/2024 | 75017 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                     |   |   |  |   |            |       |
|--------------------|---------------------|---|---|--|---|------------|-------|
| 20242146<br>VS 75  | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général                                | service client dédié<br>DPO1 avenue de<br>l'Horizon59650<br>VILLENEUVE<br>D'ASCQTél : 09 70 26<br>52 44 | MONDIAL<br>RELAYCONSIG<br>NE N° 25785                  | dans<br>l'établissement<br>MY AUCHAN<br>LEVIS92 rue<br>de Lévis | 08/10/2024 | 75017 |
| 20191098<br>VSR 75 | Bilal KARAKY        | responsable<br>infrastructures<br>et<br>maintenance | Responsable de District<br>48 avenue du général de<br>Gaulle<br>92800 PUTEAUX<br>Tél : 01 45 38 68 83   | INDIGO PARK -<br>PORTE<br>D'ASNIERES                   | 1 face avenue<br>de la Porte<br>d'Asnières                      | 26/11/2024 | 75017 |
| 20242079<br>VS 75  | Cendrine<br>CHAPEL  | directrice<br>générale                              | Adrien JORET<br>directeur général adjoint<br>2 rue de Bellevue<br>75019 PARIS<br>Tél : 01 53 38 16 26   | SOCIETE<br>PUBLIQUE<br>LOCALE<br>FUNERAIRE DE<br>PARIS | 21 boulevard<br>du Bois le<br>Prêtre                            | 05/11/2024 | 75017 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                     |                      |  |  |                                 |            |       |
|--------------------|---------------------|----------------------|--|--|---------------------------------|------------|-------|
| 20210461<br>BVS 75 | Mathias<br>LIPSKI   | gérant               | Mathias LIPSKI<br>gérant<br>rue Cardinet<br>75017 PARIS<br>Tél : 01 47 64 60 23                  | SELAS CENTRE<br>IMAGERIE<br>MEDICALE<br>CARDINET | 117 rue<br>Cardinet             | 26/11/2024 | 75017 |
| 20241976<br>VS 75  | Stéphane<br>TERPEND | directeur            | Stéphane TERPEND<br>directeur<br>131 rue ORDENER<br>75018 paris<br>Tél : 01 42 52 99 00          | HOTEL LES<br>JARDINS DE<br>MONTMARTRE            | 131 rue<br>Ordener              | 05/11/2024 | 75018 |
| 20242133<br>VS 75  | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général | Service Juridique<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N°20089        | 36-38 route des<br>Poissonniers | 09/10/2024 | 75018 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                     |                           |   |   |                     |            |       |
|-------------------|---------------------|---------------------------|---|---|---------------------|------------|-------|
| 20242178<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général      | Service client dédié<br>DPO1 avenue de<br>l'Horizon59650<br>VILLENEUVE<br>D'ASCQTél : 09 70 26<br>52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE N°<br>26156                      | 79 rue<br>Damrémont | 08/10/2024 | 75018 |
| 20242214<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général      | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44 | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N°26244                       | 12 rue<br>Ernestine | 26/11/2024 | 75018 |
| 20242026<br>VS 75 | Mathilde<br>DEPREZ  | responsable<br>juiridique | Jean-Baptiste DEPREZ<br>président<br>3 rue Capron<br>75018 PARIS<br>Tél : 06 78 46 65 86                | DOSE DEALER<br>CAFE DE PARIS<br>à l'enseigne<br>DOSE<br>LAMARCK | 74 rue Lamarck      | 05/11/2024 | 75018 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                         |                      |   |   |                          |            |       |
|--------------------|-------------------------|----------------------|---|---|--------------------------|------------|-------|
| 20191869<br>VSR 75 | Whu SHAO                | gérant               | Monsieur Whu SHAO<br>gérant<br>10 rue Damrémont<br>75018 PARIS<br>Tél : 06 69 79 17 52                            | DONG FANG 18                                | 10 rue<br>Damrémont      | 05/11/2024 | 75018 |
| 20242140<br>VS 75  | Catherine<br>KERBOULL   | gérante              | Catherine KERBOULL,<br>gérante<br>21 place du Tertre<br>75018 PARIS<br>Tél : 01 42 51 81 91                       | TRICOLORE                                   | 21 place du<br>Tertre    | 26/11/2024 | 75018 |
| 20241856<br>VS 75  | Denis<br>CHANDEDRI<br>S | directeur<br>général | Monsieur Denis<br>CHANDERIS<br>directeur général<br>4 rue Gustave Rouannet<br>75018 PARIS<br>Tél : 06 20 69 66 95 | CENTRE<br>D'IMAGERIE<br>MEDICALE<br>ROUANET | 4 rue Gustave<br>Rouanet | 26/11/2024 | 75018 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                   |                     |  |   |   |                                |            |       |
|-------------------|---------------------|--|---|---|--------------------------------|------------|-------|
| 20242185<br>VS 75 |                     | directrice<br>adjointe de la<br>sécurité | directrice adjointe de la<br>sécurité 26/28 rue Neuve<br>Tolbiac - CS<br>9134475013 PARIS Tél :<br>01 58 06 76 66 | CAISSE<br>D'EPARGNE<br>ILE-DE-FRANCE      | 122 avenue de<br>Flandre       | 10/10/2024 | 75019 |
| 20242004<br>VS 75 | Louis GAD           | directeur du<br>réseau                   | directeur du réseau<br>8 rue Rossini<br>75008 PARIS<br>Tél : 01 42 78 58 86                                       | LA ROUTE DES<br>VINS PARIS                | 17 avenue<br>Secrétan          | 10/10/2024 | 75019 |
| 20242131<br>VS 75 | Laurent<br>BENDAVID | directeur<br>général                     | Service client dédié DPO<br>1 avenue de l'Horizon<br>59650 VILLENEUVE<br>D'ASCQ<br>Tél : 09 70 26 52 44           | MONDIAL<br>RELAY -<br>CONSIGNE<br>N°20083 | 2 avenue de la<br>Porte Brunet | 26/11/2024 | 75019 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|                    |                         |                      |   |  |                          |            |       |
|--------------------|-------------------------|----------------------|---|--|--------------------------|------------|-------|
| 20241480<br>VS 75  | Aline<br>NZEYIMANA      | gérante              | Aline NZEYIMANA<br>9 rue du Rhin<br>75019 PARIS<br>Tél : 06 20 56 77 71   | SARL<br>L'ARLEQUIN<br>DES GRANDS<br>LACS       | 9 rue du Rhin            | 26/11/2024 | 75019 |
| 20190721<br>VSR 75 | Laurent LEVY            | président            | Marie-Christine REIS<br>responsable frais<br>généraux<br>74 rue Laugier 75017<br>PARIS<br>Tél : 01 44 40 40 04    | OPTICAL<br>CENTER                              | 47 avenue<br>Jean Jaurès | 26/11/2024 | 75019 |
| 20241859<br>VS 75  | Denis<br>CHANDEDRI<br>S | directeur<br>général | Monsieur Denis<br>CHANDERIS<br>directeur général<br>4 rue Gustave Rouannet<br>75018 PARIS<br>Tél : 06 20 69 66 95 | CENTRE<br>D'IMAGERIE<br>MEDICALE DE<br>L'OURCQ | 83 rue de<br>l'Ourcq     | 26/11/2024 | 75019 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

|           |                           |                                      |   |   |  |            |       |
|-----------|---------------------------|--------------------------------------|---|---|--|------------|-------|
| 20240483  | Jean-Marc<br>CORAZZA      | manager<br>prévention<br>des risques | Jean-Marc<br>CORAZZA<br>manager<br>prévention des risques<br>3 rue de La Haye 93290<br>TREMBLAY-EN-<br>FRANCE<br>Tél : 06 49 62<br>69 09                  | EXTIME DUTY<br>FREE<br>PARIS<br>pour MFK  | Aéroport<br>Charles-de-<br>Gaulle,<br>Terminal 2F -<br>LE MESNIL-<br>AMELOT            | 08/10/2024 | 77990 |
| 2023/1101 | Cécile<br>BUCHWEILLE<br>R | directrice<br>juridique              | Mirko VELIMIROVIC<br>responsable du point de<br>vente<br>Tél : 01 49 75 16 52   | E<br>TEP<br>OPERATIONS<br>SNC<br>à l'enseigne<br>822080 ORLY 3<br>JETEE RELAY<br>ZSCH | Aéroport d'Orly<br>3, salle<br>d'embarqueme<br>nt D, Jetée,<br>zone Schengen<br>- ORLY | 08/10/2024 | 94390 |
| 2024 0542 | Yassine<br>BELMISSOU<br>M | responsable<br>d'exploitation        | Djessica DOVONOU,<br>directrice de<br>l'établissement<br>Aéroport Charles-de-<br>Gaulle, Terminal 1<br>95700 ROISSY-EN-<br>FRANCE<br>Tél : 01 48 62 24 60 | AREAS<br>OPERATION<br>RESTAURATIO<br>N<br>à l'enseigne<br>McDONALD'S                  | Aéroport<br>Charles-de-<br>Gaulle,<br>Terminal 1 -<br>ROISSY-EN-<br>FRANCE             | 08/10/2024 | 95700 |

Arrêté DUPA n°2024-1601

*Arrêté DUPA n°2024-1601*